

N° 737 — 4 F

du 14 au 20 avril 1977

nouvelle édition

HEBDOMADAIRE

DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PSU

tribune socialiste

L'Europe truquée



SIDÉRURGIE :

LA LORRAINE ASSASSINÉE

Directeurs politiques :
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :
José Sanchez

Rubriques :

- OÙ va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Lutttes en classes : Stéphane Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay
- C'est aussi politique : Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Deslhiat - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hecet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielie - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan -

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé.

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informat Press. Tél. : 254-71-18, Saint-Ouen.

Abonnement : 100 F pour un an ; 60 F pour six mois. Soutien : 150 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

sommaire

Où va la France ?	
Gloire au 22 ^e ! <i>F. Dalbert</i>	P. 4
Les « cartons » de François Mitterrand. <i>L. Goldberg</i>	P. 5
Le PSU et « l'actualisation » du Programme commun. <i>V. Fay</i>	P. 6
Injustice	
Grévistes en correctionnelle. <i>M. Etienne</i>	P. 7
« Sergent Quinard et déserteur » : une BD de <i>Cabu</i>	P. 7
Les choses de la ville	
Un écologiste présente radio verte, radio poker. <i>M. Ronai</i>	P. 8
Briser la chaîne	
Contrôler l'explosion. <i>Y. Sparfel</i>	P. 9
Notre dossier	
Sidérurgie	
(établi par <i>C. Romain et J.Y. Sparfel</i>)	P.
La Lorraine crucifiée	P. 10
Dix ans de discours sur la Lorraine	P. 10
Bilan de faillite	P. 11
CFDT : la productivité, pour ou contre les travailleurs ?	P. 12/13
Crise de la gestion et gestion de la crise	P. 14
Lutttes en classe	
Au congrès du SGEN <i>S. Lylan</i>	P. 15
Entretien avec Roger Lepiney, secrétaire national du SGEN-CFDT	
<i>Cl. Weidmann</i>	P. 16
Et pourtant elle tourne	
L'Europe truquée. Entretien avec Claude Bourdet. <i>Cl. Deslhiat</i>	P. 17
Le désarroi italien. Entretien avec Vittorio Foa. <i>B. Ravenel</i>	P. 18/19
Pérou : virage ou ligne droite ? <i>A. Labrousse</i>	P. 20
Les armes de la critique	
Poètes d'ici et d'ailleurs. <i>J.-F. Mathé</i>	P. 21
Prévert : le poète du peuple. <i>P. Régnier</i>	P. 22
Toute la mort pour dormir. <i>F. Gastellier</i>	P. 23
Courrier des lecteurs et concours photo de TS	P. 24



Vient de paraître aux Editions SYROS

168 pages 39 Francs

CHRONIQUES DES ANNEES DE CRISE — 1976

à commander aux éditions Syros 9, rue Borromée 75015 Paris

avec des dessins de :

B. Ascal ; G. Biasi ; S. Birga ; M. Blondel ; P. Carre ; H. Cueco ; J. Dauriac ; J.P. Le Boul'ch ; I. Messac ; G. Netto ; C. Pascarel ; E. Pignon-Ernest ; A. Woehl.

et des textes de :

D. Biga ; Y. Buin ; W. Cliff ; P. Delbourg ; C. Delmas ; J.M. Gibbal ; O. Kaepelin ; A. Laude ; M. Moreau ; B. Noël ; R. Pividal ; Rezvani ; V. Thérame ; P. Tilman ; F. Venaille ; J. Villecrose.

dis voir un peu... la fête du PSU ?

Pour la fête de l'autogestion, nous avons commandé : un gros soleil jaune et rond ; plusieurs petits podiums pour décentraliser l'animation, permettre l'expression des luttes, l'éclosion des débats. Comme le dit un vieux proverbe PSU : « Comme tu prépares ta fête, tu fêtes » Alors : creusez-vous la tête, trouvez des idées, proposez, agissez, commandez et vendez, dès aujourd'hui, des billets, astiquez vos instruments. En un mot : la main à la pâte pour le succès de la V^e fête du PSU et l'agonie de la V^e République. Comme on dit si justement au PSU : « Prenons nos affaires en main. » En termes de fête : « Prenons notre pied en main les 4 et 5 juin à La Courneuve. »

Michel MARTIN ■

je désire prendre contact avec le PSU

Nom Prénom

Adresse

Ville Code postal

Profession Age

Bulletin à adresser au Parti socialiste unifié

9, rue Borromée, 75015 PARIS



SIDÉRURGIE : LA LORRAINE ASSASSINÉE

J.-R. QUINARD ARRETE

Le Tour de France du sergent déserteur Jean-René Quinard a été interrompu ce matin par le coup de sonnette intempestif des six gendarmes venus l'appréhender.

Jean-René Quinard n'était pas un déserteur ordinaire. Sergent de l'armée de l'air, il a déserté de la base aérienne de Metz à trois mois de la fin de son contrat de sept ans.

Il a déserté pour l'exemple, après avoir vraiment tenté de résilier son contrat, n'étant plus en accord avec l'armée « qui fait signer à des mineurs après une publicité mensongère des contrats non résiliables ».

L'armée veut le faire passer pour fou, mais Jean-René Quinard est bien loin de l'être.

La lutte qu'il menait depuis sa désertion avec ses camarades engagés, mais aussi avec les appelés, a fini par « déranger » la hiérarchie militaire.

Le PSU a soutenu, dès le début, la campagne de dénonciation du sergent Jean-René Quinard, et aujourd'hui que la répression s'abat de nouveau sur les comités de soldats que ce soit à Vieux-Brisach et à Spire, en Allemagne, ou à Bourg-St-Maurice en France, et que plusieurs de nos camarades sont emprisonnés, nous saurons à notre tour, continuer le combat de Jean-René Quinard et faire que son procès, s'il a lieu, soit évidemment celui de l'armée.

PSU - Bureau national ■

éditorial

fuite en avant

L'INTERVENTION militaire au Zaïre, brusquement décidée par le président de la République, relève au moins autant de la politique intérieure que de la politique étrangère.

Certes, sur ce plan, elle s'inscrit dans une série d'opérations menées en Afrique pour soutenir des régimes réactionnaires et des intérêts tout à fait étrangers à ceux des peuples. Sur ce continent où elle agit comme relais des Etats-Unis, la France poursuit, de façon plus ou moins camouflée, une politique néo-colonialiste qui se déploie sur l'axe Paris-Rabat-Kinshasa-Le Cap. M. Giscard d'Estaing s'est défendu d'avoir ordonné autre chose qu'un transport de matériel marocain et le Quai d'Orsay prétend que les militaires français ne participent pas aux opérations sur le terrain. Or des témoignages de journalistes belges et français affirment formellement le contraire. Il y a bien un détachement français sur place qui, selon Mobutu, met au point un plan de défense ; et les avions français transportent non seulement des armes, mais aussi des troupes marocaines. Quand on sait que les accords de Marrakech, signés par Hassan II et Giscard d'Estaing en 1975, portaient sur la livraison d'armement français au Maroc, le piètre camouflage s'effondre. Giscard n'a pas seulement « prêté » pour quelques jours des moyens de transport aux interventionnistes marocains ; il a inspiré une opération que les Marocains auraient été incapables d'entreprendre sans son concours et encouragé l'Egypte, le Soudan... — en attendant d'autres amateurs — à intervenir.

GISCARD D'ESTAING, d'après les informations dont on peut disposer actuellement, semble vouloir appliquer au Zaïre la stratégie des « conseillers spéciaux », celle-là même que Kennedy avait inaugurée au Vietnam. Il entend en même temps, en « africanisant » le conflit, imiter Nixon qui avait voulu opposer les Asiatiques aux Asiatiques. Cette double politique a eu le succès que l'on connaît.

Le président de la République semble oublier que la défaite de l'intervention américaine en Asie du Sud-Est, jointe à la défaite du colonialisme portugais en Afrique, ont profondément modifié le rapport des forces entre les puissances néo-colonialistes et les peu-

ples du tiers monde décidés à contrôler les ressources de leurs pays et à s'assurer un avenir indépendant.

Mais l'initiative de Giscard obéit à des soucis plus immédiats. Qu'importe les dangers d'internationalisation du conflit, les risques d'être de plus en plus impliqués dans le « guépier », si en créant une situation de tension on a quelque chance de resouder la majorité. De fait les premières réactions de l'ensemble de la droite ont été favorables. M. Couve de Murville, tout en marquant une légère réticence, approuve : « Il s'agit d'apporter la démonstration que la France s'oppose à la subversion en Afrique avec l'idée, en arrière-plan, de rassurer les pays francophones qui sont inquiets de la situation telle qu'elle s'est développée récemment en Angola et telle qu'elle ne va pas manquer de se développer en Afrique australe. »

Quant à M. Chirac, c'est l'enthousiasme. Plus surprenante, mais inquiétante, est la réaction de M. Charles Hernu, responsable militaire du Parti socialiste, qui se borne à parler d'une « décision improvisée, impromptue, voire désordonnée ».

C E n'est pas la première fois qu'un pouvoir menacé cherche dans l'aventure un moyen de salut. Les justifications idéologiques de l'intervention au Zaïre sont d'ailleurs parfaitement adaptées aux fins de la campagne électorale qui s'engage. Ne s'agit-il pas de dénoncer l'action « subversive » de puissances « extérieures » ? Et l'on voit déjà, dans les commentaires de la presse gouvernementale, quel parti les hommes du pouvoir espèrent tirer de cette affaire. Ne serait-il pas possible, comme le suggère le nouveau ministre de la Justice, d'aller jusqu'à jouer de l'article 16 ?

S'il y a, du côté de Giscard, une véritable fuite en avant, il faut aussi voir dans la situation ainsi créée un avertissement pour toutes les forces populaires. Au moment où les états-majors de la gauche ne songent qu'aux échéances électorales, d'autres sont fort capables de déplacer le terrain de la bataille. Lutter contre l'intervention militaire au Zaïre et la politique néo-colonialiste, c'est aussi se préparer à toutes les formes que peut prendre la lutte contre le pouvoir.

Victor LEDUC ■

Le chant du départ ?

Dans une lettre en date du 31 mars 1977 le bureau national du PSU indiquait aux militants qu'il était informé « notamment après la réunion de la direction politique de la région parisienne, du fait que certains camarades du courant B préparaient la constitution d'une nouvelle organisation politique et intervenaient à l'intérieur du PSU pour inciter des militants à le quitter pour rejoindre cette organisation ». Il ajoutait : « devant la gravité de tels faits qui n'ont pas été démentis par les responsables parisiens du courant B, le bureau national a décidé de convoquer à sa prochaine réunion les membres de la direction politique nationale élus sur le courant B pour leur demander si, en tant que membres de la direction du PSU, ils entendent intervenir pour mettre fin à de tels agissements ».

Avant même que cette rencontre ait pu avoir lieu, ces camarades ont apparemment décidé d'accélérer le mouvement : chacun a pu lire, dans *Libération* du 9, 10 et 11 avril, les communiqués de l'assemblée « de la tendance

B de l'Île-de-France » et de la fédération de la Gironde qui sont présentées par *Libération*, comme « en grève active contre la direction du PSU » ; la bonne plaisanterie de la XVII^e section de la LCR, a fait école.

La fédération de la Gironde aurait décidé de suspendre les liaisons organisationnelles et financières avec le bureau national. S'il en est ainsi, ces camarades et ceux qui les imiteraient auraient décidé de leur sortie de l'organisation.

Sans aborder le problème au fond — ce qui sera l'objet d'un débat à la prochaine réunion de la direction politique nationale — il apparaît que cette attitude correspond assez bien non à celle de l'ensemble de la tendance B mais à celle de son aile marchante. Des camarades sont maintenant engagés sur le chemin du départ et s'efforcent de justifier leur décision en accusant la majorité du PSU, celle-là même qui a maintenu le parti contre l'équipe Rocard, de tous les péchés du rocardisme.

Rémy GRILLAUT ■

où va la France ?

gloire au 22^e !

Trois penseurs du PCF, Jean Fabre, François Hincker et Lucien Sève, ont fait paraître aux Editions sociales un ouvrage sur « Les communistes et l'Etat ». L'Etat n'est, en l'occurrence, qu'une occasion, sinon un prétexte. L'essentiel du propos vise à justifier les choix opérés par la direction du parti à l'occasion du 22^e congrès. En même temps, les auteurs, qui manifestement n'écrivent pas à la légère, lancent quelques formules nouvelles. Mais entre celle volonté d'autojustification et ces propositions plus neuves, entre la conservation des dogmes et les innovations, ils semblent rechercher une voie moyenne dont la définition, souvent hésitante, témoigne des contradictions auxquelles doit faire face la stratégie du parti communiste français.

Les auteurs ne ménagent pas leurs efforts pour nous convaincre que le 22^e congrès est l'aboutissement nécessaire de toute l'histoire du mouvement ouvrier et de la pensée marxiste. Marx n'aurait émis l'idée de la nécessité de la dictature du prolétariat qu'à regret ; Lénine ne l'aurait reprise qu'en raison des circonstances ; et Maurice Thorez n'aurait rêvé que d'en débarrasser le parti...

Nous avons, pour notre part, maintes fois expliqué en quoi la réputation du travestissement stalinien de la dictature du prolétariat nous paraît évacuer le nécessaire débat sur la manière dont se concrétise l'hégémonie du prolétariat dans la période de transition socialiste.

le marxisme des héritiers

Le tableau de l'évolution de la stratégie du parti communiste français est, en revanche, fort intéressant. Du Front populaire au manifeste de Champigny, de la Libération au 22^e congrès (en escamotant la guerre froide), il tente de montrer comment s'est peu à peu forgée la stratégie qui

ne pouvait aboutir qu'à l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat et à la définition du passage pacifique au socialisme. Evolution rendue nécessaire, selon les auteurs, par une « mutation d'ère révolutionnaire » que caractérisent semble-t-il trois facteurs :

— Dans cette phase nouvelle du « capitalisme monopoliste d'Etat », l'Etat constitue avec les monopoles, de façon organique, un mécanisme unique qui détient directement tous les leviers de commande de la société ; « agent central de l'exploitation et du pillage des ressources de la collectivité », il est de plus en plus isolé et entre en crise.

— En même temps, se constitue un vaste front antimonopoliste dans lequel se rassemblent toutes les classes et couches sociales exploitées ou frustrées par ces monopoles ; — Enfin, entre le camp du socialisme et l'impérialisme, le rapport de forces s'est modifié au point que ce dernier est incapable de s'opposer à une révolution socialiste, comme il s'est avéré incapable de s'opposer aux luttes de libération nationale...

Il n'y a rien là de véritablement nouveau. Et nous avons souvent



Althusser par Cueco.

Althusser par Cueco. Editions Syros, Chroniques des années de crise.

expose les réserves évidentes que soulève un tel schéma :

— Doutes sur la solidité d'une union populaire qui se soude plus *contre* les monopoles qu'*autour* de la classe ouvrière (en dépit des protestations de principes), et qui inclut jusqu'au moyen sinon au grand patronat national ;

— Rejet d'une conception mécaniste de l'Etat qu'il suffirait de « soustraire à la toute puissance des monopoles pour qu'il devienne celui des travailleurs » (p. 136).

— Inquiétude devant une conception « angélique » de la transition qui, à force de mettre l'accent sur le passage pacifique, risque de désarmer les forces populaires en dépit des exemples malheureux du Portugal, tragique du Chili.

le stalinisme : critique de gauche ou critique de droite ?

Le maintien, voire le renforcement, de certaines interprétations ou pratiques du PCF nous semblent aussi graves. Il s'agit en particulier de l'analyse selon laquelle le 20^e congrès du PCUS, « en révélant hardiment les aspects les plus sombres de l'époque stalinienne, a renoué avec le meilleur de la tradition léniniste » (p. 96). Comment expliquer alors que l'armée russe soit intervenue en Hongrie, puis à nouveau en Tchécoslovaquie, que les atteintes à la liberté soient permanentes en URSS ?

En dépit des tentatives pour remettre en cause le stalinisme, il ne semble pas que la racine du mal soit véritablement mise à nu. Peut-être parce que, précisément, la référence à la tradition léniniste évite de s'interroger sur ce qui pouvait déjà y préfigurer les « déviations staliniennes », déviations que les circonstances de l'époque ne suffisent pas à expliquer : disparition de fait des « soviets » transformés en courroie de transmission ; abandon du « contrôle ouvrier » dont le principe avait pourtant fait

l'objet, fin 1917, d'un remarquable décret ; annulation en fin de compte de toute possibilité de débat au sein même du parti...

C'est bien là, pourtant le cœur du problème. Louis Althusser l'a compris, en intervenant à la Mutualité non pas, comme il l'avait fait jusqu'ici, sur l'abandon de la dictature du prolétariat, mais sur le centralisme démocratique, c'est-à-dire non pas sur le discours que tient le PCF sur le pouvoir, mais sur sa pratique du pouvoir.

le discours et la pratique

Les dernières pages du livre ne nous rassureront pas. Il ne suffit pas d'indiquer que « le centralisme démocratique » est la forme d'organisation du parti qui assure le mieux une vie démocratique à l'intérieur et un comportement démocratique à l'extérieur (p. 233). De telles affirmations sont justement mises en cause par L. Althusser lorsqu'il déclare : « la démocratisation du centralisme démocratique est une question réelle qui se pose actuellement ».

La problème n'intéresse pas les seuls membres du PCF. Il conditionne largement, compte tenu du poids de ce parti, les contours de l'expérience sociale dans la France de demain.

Le discours sur la liberté et sur la « désétatisation de l'Etat » rejoint à bien des égards nos recherches ; mais il restera peu crédible tant que le parti lui-même manifestera une conception inverse de l'organisation du pouvoir en son sein. La bureaucratie dans l'ensemble de la société n'est pas plus le résultat de la seule domination des monopoles » (p. 136) qu'elle n'est, dans le parti, le produit des seules tendances antidémocratiques de la direction. Elle manifeste simplement l'acceptation de l'approfondissement d'une division sociale du travail qui n'avait pas attendu les monopoles pour prospérer ; elle semble d'ailleurs s'accommoder de leur appropriation publique.

PSU documentation

Numéros disponibles

N° 22-23 Sur le mouvement politique de masse	2,00
N° 24-25 La police dans la lutte des classes	2,00
N° 27-28 La crise du système monétaire international	2,00
N° 51 Le recrutement	1,00
N° 52-53-54 Quand les patrons vont à l'école	3,00
N° 56-57 Sionisme et libération palestinienne	4,00
N° 92-93 Une section du PSU à Paris	4,00
N° 94-95 Militier contre le militarisme N° 2	4,00
N° 96-97 Le syndicat de la magistrature	4,00
N° 98-99 Le syndicalisme à l'école	4,00
N° 102 Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes	2,00
N° 106-107 Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste	4,00
N° 110 Comment battre la droite	2,00
N° 111-12 Militier à l'Université	4,00
N° 113-14-15 Les Chrétiens et la lutte pour le socialisme	6,00

VIENT DE PARAITRE

N° 116-17-18 Electronucléaire : le PSU accuse 6,00

Abonnement : 20 N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

Nous ne prétendons pas, de notre côté, avoir trouvé la solution. Mais lorsque nous mettons l'accent sur le fait que la pratique du pouvoir est indissociable de la manière dont on remet en cause, dès aujourd'hui, la division sociale du travail sous toutes ses formes (travail manuel et travail intellectuel, hiérarchie des qualifications, des responsabilités et des rémunérations), nous avons le sentiment d'aborder les vraies questions. Il n'y aura pas de société socialiste démocratique en France si on continue, dans les usines, de produire les mêmes produits, avec les mêmes méthodes, pour les mêmes besoins. Car la structure du travail dans l'entreprise détermine la structure réelle du pouvoir dans la société tout entière.

autogestion et communisme

C'est ce que nous mettons derrière le vocable souvent dévoyé de « socialisme autogestionnaire ». Les débats sur les formes de l'Etat et, plus largement, sur la liberté et l'organisation sociale, sont directement subordonnés à la réponse qu'on apporte à cette question.

Nous sommes si bien au cœur du problème que les auteurs du livre ne peuvent l'ignorer. Ne se réfèrent-ils pas — prudemment — à l'autogestion : « Des formes d'auto-organisation sociales partielles sont concevables d'emblée ou à court terme. Elles s'inscriront dans un mouvement dont la perspective est, selon nous, de conduire à l'autogestion nationale d'ensemble » (p. 167). Mais notons les contradictions entre leur invitation à « éliminer ce qu'a d'asservis-

sant le système actuel de division du travail et des responsabilités, de hiérarchie des fonctions et de l'autorité (p. 218) » et la pratique du PCF à l'égard des cadres et des « couches moyennes ». Tout ce que disent les auteurs du livre sur la volonté de développer une conception « non étatique de l'Etat », de prendre en compte réellement la nécessité du dépérissement de l'Etat, de démocratiser, de « socialiser » dirions-nous le pouvoir, tout cela va dans le sens de ce que nous cherchons.

Mais le débat doit s'enclencher sur les pratiques qui, aujourd'hui, conditionnent les réponses à ces questions théoriques. Et le débat est clair : il porte avant tout sur la conception que l'on a de l'alliance de classes qui, demain, pourra construire le socialisme en France. Au « front de classes » du PS, qui ne peut mener au mieux qu'à une brève expérience sociale démocrate, le PCF oppose l'« union populaire antimonopoliste ». Eh bien, nous sommes à ses côtés pour dénoncer la tentation social-démocrate ; mais, pour être certain de n'y pas succomber, il faut aussi expliquer comment les travailleurs peuvent demain assurer leur pouvoir (leur hégémonie) sur l'ensemble de la société, pour la transformer et marcher vers le communisme (1), alors qu'aujourd'hui le PCF propose de sceller l'alliance sur le maintien de la propriété des uns et des privilèges des autres. Nous voilà bien, dirons certains, ramenés au point de départ du 22^e congrès. Certes, mais le livre ne répond pas vraiment à la question.

François DALBERT ■

(1) L'objectif est rappelé tout de même, mais à la page 213 seulement.

les « cartons » de François Mitterrand

Le prochain congrès du Parti socialiste qui se tiendra à Nantes, le 17 juin prochain, sera-t-il l'occasion d'une « remise en ordre » interne, voire d'une « mise au pas », et dans quel sens ?

A peine les résultats des élections municipales connues, divers articles de presse — visiblement inspirés — évoquaient les cibles du Premier secrétaire du PS : le CERES et Michel Rocard.

Première demi-surprise : la mise en cause publique de l'ex-secrétaire national du PSU. On savait déjà qu'il était cordialement détesté par les animateurs des divers clans qui s'affrontent à fleuret moucheté au sein de la direction du PS. Il semble que, cette fois, F. Mitterrand, lui-même, ait donné son aval à une opération dont l'objectif est, sinon d'écartier complètement, du moins de réduire l'influence des « rocardiens » dans la future direction du PS, même si dans son interview au *Nouvel Observateur*, il a protesté de son estime pour Michel Rocard.

Mais cela ne sera pas très facile à

mettre en œuvre : Michel Rocard conserve de sérieux atouts dans la course vers le pouvoir suprême. Son audience personnelle dépasse de très loin celle de tous les autres leaders du PS, Mitterrand excepté. Mieux : il rassure le patronat tout en conservant de son passage au PSU une image « autogestionnaire » notamment parmi les militants CFDT. Enfin la poussée électorale du PS dans les zones catholiques (l'Ouest notamment), et parmi les cadres moyens épris de compétence économique, ne peut en réalité que renforcer le rocardisme au détriment des autres courants.

D'ailleurs Michel Rocard est le seul, parmi les prétendants à la succession de Mitterrand, à disposer de son propre « brain trust » et d'un réseau d'influence structuré. On comprend dans ces conditions l'exaspéra-

tion de Mitterrand et de son entourage d'ex-conventionnels.

Cette lutte de clans peut-elle déboucher sur un conflit de nature politique ? Pour l'instant, rien ne permet de l'affirmer. Les déclarations et prises de positions de M. Rocard ne se distinguent pas, sur le fond, de l'orientation majoritaire du PS. Si elles s'en démarquent, c'est le plus souvent sur la droite.

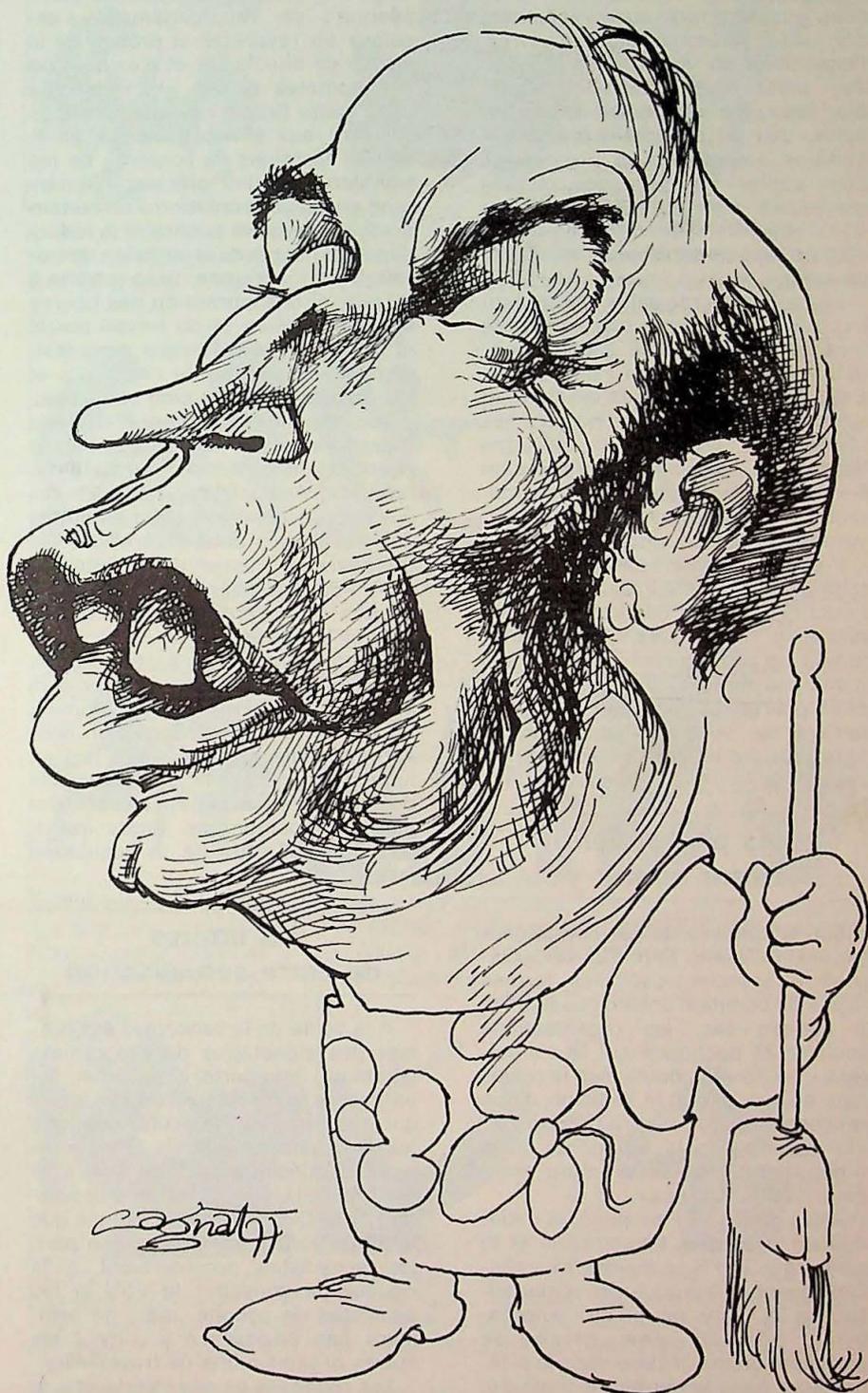
Telle n'est pas la situation du CERES. Pour les dirigeants de ce courant la cure d'opposition interne qu'ils ont choisie, depuis le dernier congrès, se solde par un bilan mitigé. Le PS ne recrute plus guère sur sa gauche ; bien au contraire, les nou-

au sein du PS comporte pour lui des risques sérieux. Comment pourrait-il justifier ses choix et mettre en œuvre ses analyses s'il est écarté du pouvoir ?

Il lui faut donc réintégrer l'appareil dirigeant du PS avant les échéances décisives, et pour cela aboutir à un accord avec la majorité de ce parti.

Mais à quel prix ? Il sera élevé si l'on en juge par les déclarations de F. Mitterrand et par les dispositions du règlement intérieur adopté par le dernier comité directeur du PS.

Le Premier secrétaire du Parti socialiste se prépare à assumer la direction du futur gouvernement de



velles couches d'électeurs — et d'adhérents — viennent d'horizons peu perméables aux thèses de Chevènement et de ses amis.

De surcroît, à l'approche des législatives et de l'éventuelle arrivée au pouvoir d'une majorité de gauche, le maintien du CERES dans l'opposition

gauche et à laisser la direction du PS à des hommes sûrs. Il a besoin d'un parti docile qui lui laissera les mains libres. Tout indique que F. Mitterrand est décidé à employer tous les moyens pour parvenir à cette fin.

Léo GOLDBERG ■

points de vue

le PSU et «l'actualisation» du Programme commun

Cet article de Victor Fay, ainsi que son article précédent, expriment son point de vue. L'ensemble des problèmes ainsi évoqués fera d'ailleurs l'objet de débats à la prochaine réunion de la direction politique nationale du PSU.

L'échange de lettres entre Marchais et Mitterrand sur «l'actualisation» du Programme commun ouvre à l'ensemble du mouvement ouvrier des perspectives nouvelles. Aussi bien les communistes que les socialistes, tout en cherchant à atténuer certains aspects de ce programme pour capter les voix des classes moyennes, sont amenés à préciser leurs objectifs, afin de renforcer le soutien que leur accorde la classe ouvrière...

Les suffrages recueillis par les écologistes et, dans une moindre mesure, par l'extrême gauche, rendent cette précision nécessaire. Exaspérés par la crise, la vie chère et le chômage, les ouvriers ne sont pas disposés à attendre les élections législatives. Ils exercent leur pression sur les partis de gauche et l'exerceraient encore davantage sur le gouvernement qui en serait issu.

Il paraît indispensable pour la victoire de la gauche d'associer aux partis du Programme commun les organisations politiques, syndicales, familiales, écologistes et autres qui n'ont pas adhéré à ce programme. Elles pourraient participer aux pourparlers qui vont s'engager afin de faire prendre en compte les revendications qui n'y figurent pas.

des pourparlers, sur quoi ?

Sur le contenu de ces pourparlers les avis diffèrent. Si le PCF est «disposé à associer, dans les formes fixées de commun accord et adaptées à chaque cas, les organisations sociales et politiques qui le souhaitent», le PS se montre plus réservé; tout en acceptant le principe d'une rencontre au sommet, il précise que «la question de la refonte et de la renégociation du Programme commun ne se pose pas».

Alors que le PCF propose de nationaliser le pétrole, l'automobile et la sidérurgie, le PS se montre plus réticent quant à l'étendue des nationalisations et, sans parler de l'automobile, préfère une prise de participation majoritaire dans la sidérurgie et dans le pétrole. Il confirme, en revanche, le maintien des neuf nationalisations prévues par le Programme commun, y compris des entreprises cédées à des firmes étrangères, ainsi que celle du crédit, et cela «dès la première session de la prochaine législature».

Le désaccord subsiste entre le PC et le PS au sujet de l'élection au suf-

frage universel de l'Assemblée européenne; un rapprochement s'esquisse en revanche, à propos de la liberté de circulation et d'expression des hommes et des idées, inscrite dans l'acte final d'Helsinki.

Quant aux revendications immédiates, Marchais se contente de les signaler sans les préciser; Mitterrand envisage la création d'un certain nombre d'emplois publics et la réduction à 36 heures de la semaine de travail. Il ne mentionne, ni la retraite à 60 ans, ni la suppression des heures supplémentaires et du travail posté, ni la possibilité d'étendre progressivement la semaine de cinq jours et les congés payés de cinq semaines.

Tous les deux se prononcent pour la décentralisation administrative et pour l'extension des pouvoirs des institutions régionales et locales ainsi que des organismes représentatifs des travailleurs dans l'entreprise. Le PS envisage même les nationalisations «dans la perspective de l'autogestion», sans en indiquer les modalités et la portée.

La crise a rendu plus urgentes les mesures économiques et sociales prévues par le Programme commun. En même temps, la répression gouvernementale et patronale a mis en lumière la nécessité d'une «charte des libertés», permettant de défendre plus efficacement les droits individuels et collectifs de la population laborieuse.

les limites de cette actualisation

A la veille de la rencontre au sommet des signataires du Programme commun, il importe d'examiner les limites de son «actualisation» en ce qui concerne les objectifs ainsi que les participants éventuels. Si les communistes désirent associer à cet examen le PSU, les gaullistes d'opposition et la CGT, sachant d'avance que la CFDT refuserait d'y prendre part, les socialistes accepteraient à la rigueur de consulter le PSU et les gaullistes de gauche, mais ne semblent pas disposés à y convier les autres organisations de travailleurs.

Les réponses de ces interlocuteurs possibles sont faciles à prévoir. Les gaullistes de gauche, accepteraient sans problèmes d'adhérer au Programme commun, comptant recueillir dans des circonscriptions bien choisies assez de voix pour avoir quelques élus.

Le PSU, qui a toujours refusé d'adhérer à ce Programme, tout en

s'efforçant de réaliser l'unité d'action de toutes les forces populaires, pourrait accepter de participer aux pourparlers sans nul engagement, ni condition préalable. Son intervention permettrait de renforcer les aspects démocratiques du Programme commun, et notamment le contrôle ouvrier et populaire; d'accroître les droits des minorités ethniques, des femmes, des jeunes, des travailleurs étrangers, ainsi que l'importance du cadre de vie.

Il serait naïf de croire que, vu notre poids politique, nous puissions faire admettre tous nos projets. Nous pourrions cependant obtenir des améliorations sensibles, grâce surtout à la poussée populaire et aux aspirations autogestionnaires de nombreux travailleurs.

En tout cas, notre participation à de tels pourparlers, quelle qu'en soit l'issue, paraît s'imposer dans le cadre de notre stratégie d'unité populaire, en accord avec d'autres forces autogestionnaires.

Si la CGT est toute disposée à intervenir dans ce débat, la CFDT y est opposée, voulant préserver son indépendance à l'égard des partis et d'un gouvernement de gauche. D'autres organisations sociales, populaires et familiales, y compris les écologistes, se montreraient probablement aussi réservées.

une négociation plus large pour une charte des libertés

En revanche, il paraît possible d'engager une négociation plus large et plus ouverte entre les partis du Programme commun et d'autres organisations de travailleurs en vue d'élaborer la «charte des libertés», dont tout le monde se déclare partisan, et qui garantirait le respect et l'extension des droits économiques, sociaux et politiques de la population laborieuse.

Une telle charte des libertés, dont l'adoption s'impose en raison de fréquents empiètements du patronat et de l'Etat, devrait être inscrite dans la Constitution dont le remaniement paraît indispensable, ses ambiguïtés

Aux éditions Syros collection «Points chauds»

La Gauche et les autogestionnaires face aux échéances de 1978.

104 pages 12 F.

Quand la gauche est au bord du pouvoir et que l'actuel pouvoir d'une droite aux abois tend ses pièges et fourbit les armes qu'elle retournera, demain, contre les travailleurs, chacun s'interroge et cherche une réponse aux échéances proches. 1978? La France de 36, de la Libération, ou bien le Chili d'Allende, autant d'espoirs déçus et qui font réfléchir. Aujourd'hui, la responsabilité des révolutionnaires partisans de l'autogestion est grande. A la mesure de l'espérance qui naît.

laissant prévoir un conflit majeur entre le chef de l'exécutif et l'Assemblée élue au suffrage universel.

rassemblement des autogestionnaires

Autant le PSU tient à promouvoir l'unité d'action la plus large, autant il attache d'importance au rassemblement des autogestionnaires, sous des formes à établir de commun accord, en vue de l'intégrer dans l'unité populaire, tout en préservant son originalité de structure et de programme. Cela est d'autant plus nécessaire que le PSU a l'intention de proposer à tous les autogestionnaires de se grouper lors des prochaines élections législatives.

La lutte commune de toutes les forces populaires contre le pouvoir en place ne doit pas empêcher le courant autogestionnaire d'apparaître comme une force politique autonome. Pour y parvenir, il faut réunir tous les autogestionnaires autour d'une plateforme limitée et précise qui compléterait les programmes électoraux des grands partis de gauche.

Tout cela peut paraître compliqué et difficile, mais l'action politique impose de telles démarches tactiques. Mon précédent article était écrit avant que ne soit rendue publique l'initiative de Marchais. C'est pourquoi, sans encore en préciser les modalités, je me suis borné à suggérer d'engager une «négociation entre les partis du Programme commun et l'ensemble des forces autogestionnaires, les écologistes compris».

Mis en présence des projets plus précis émanant des deux grands partis de gauche, le PSU peut et doit se prononcer en toute clarté, prendre à son tour des initiatives, relancer tant à propos des nationalisations que du contrôle ouvrier et populaire ses propres solutions; autrement dit jouer son rôle de membre à part entière du mouvement global des travailleurs.

C'est à cette tâche qu'il doit consacrer tous ses efforts, afin d'apparaître sur tous les terrains de la lutte de classe comme une force de stimulation, de rénovation, mais aussi d'unification du mouvement dans sa riche et féconde diversité. Victor FAY ■

Le pouvoir à prendre

YVAN CRAIPEAU



grévistes en correctionnelle

« Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui la réglementent » (préambule de la Constitution de 1946 annexé à la Constitution de 1958). Le tribunal correctionnel de Bordeaux vient d'examiner une affaire qui illustre parfaitement les conceptions à la fois libérales et avancées des pouvoirs publics en matière d'exercice du droit de grève.

Dix-sept salariés de la Société européenne de production (SEP) se sont retrouvés le 7 mars dernier sur le banc correctionnel. Ils sont accusés d'avoir porté atteinte à la liberté du travail, à l'occasion d'une grève.

La SEP est une des principales entreprises de la région bordelaise. Bien que dotée d'un statut de droit privé, elle travaille essentiellement pour l'Etat qui honore 98% de son carnet de commandes, et détient la majorité de ses capitaux; ses dirigeants sont des ingénieurs généraux détachés du ministère des Armées. Fabriquant des moteurs de fusée et des missiles balistiques, la SEP et ses employés sont soumis au secret « défense nationale ».

En d'autres termes, une entreprise pilote. Mais pas seulement dans le domaine de la réalisation de la fusée Ariane... Car la SEP est dotée d'une direction ait signé une quelconque chose, d'un syndicat CFDT particulièrement dynamique, au surplus majoritaire aux élections professionnelles. Situation intolérable à la fois pour le PDG, un certain Rosoor, et pour le ministre du Travail. Ce Rosoor aurait déclaré: « La CFDT a pris trop d'importance dans mon entreprise. Je suis prêt à en vider 50 et à affronter un mois de grève pour avoir la paix ».

En avril 1976, une grève est déclenchée après le licenciement d'un chef d'équipe. Le travail reprend deux semaines plus tard, sans que la direction ait signé une quelconque armistice. C'est qu'elle a des objectifs plus ambitieux: fin de mai 1976, elle rend public quinze « derniers avertissements avant renvoi », puis engage cinq procédures de licenciement avec mise à pied immédiate dont trois aboutissent. Mieux, elle porte plainte contre dix-huit salariés qui auraient porté atteinte à la liberté du travail: dix-sept sont des membres actifs de la CFDT; le dernier appartient à FO. Parallèlement, la CFDT contre-attaque sur le plan juridique et se constitue partie civile contre le sieur Rosoor pour entrave à l'exercice du droit de grève. Les deux affaires sont jointes et, après six mois d'instruction, dix-huit personnes sont renvoyées devant le tribunal correctionnel: dix-sept syndicalistes (sur la base de l'article 414 du Code pénal, un texte qui servit énormément sous le Second Empire mais qu'on croyait tombé en

désuétude depuis des lustres), et le PDG Rosoor.

Les faits reprochés à nos dix-sept camarades? X est accusé d'avoir « joué un rôle de chef, d'avoir été armé d'un porte-voix (sic!) et d'avoir adressé des harangues à ses camarades de travail pour les inciter à ne pas travailler »; Y « était au nombre de ceux qui venaient, chaque matin, et a été reconnu alors qu'il tenait une banderole »; enfin Z, « venu fréquemment devant les grilles pour prendre des photos des non-grévistes, s'est fait remarquer par son attitude et son propos, incitant ses camarades à la dureté ». Bref, des actes hautement criminels pour lesquels le procureur de la République a requis pour chacun des prévenus une peine de prison d'un mois, pas moins (mais avec un sursis, l'affreux bougre) et 500 francs d'amende.

En fait il s'agit accessoirement d'obtenir le vidage des dix-sept et de démanteler le syndicat CFDT. Une simple condamnation de principe du tribunal y suffirait: celui dont le casier judiciaire comporte des traces d'encre ne peut rester dans une société qui bénéficie du secret « défense ».

Jusqu'à présent, le sieur Rosoor a très généreusement reçu l'appui du ministre du Travail qui a déjà autorisé le licenciement de deux délégués du personnel malgré le refus du comité d'entreprise et celui de l'inspection du travail. Il lui manquait celui de la justice.

Le renvoi de ces dix-sept personnes devant le tribunal correctionnel est en soi un scandale. Reste que ce tribunal a le choix entre deux solutions: suivre la pente savonneuse qu'a choisie le procureur (en toute indépendance, cela va sans dire); ou relaxer nos dix-sept camarades et souligner ainsi le caractère hautement ridicule des poursuites. Les juges se sont donnés un mois et demi de réflexion: un tel délai traduit sinon leur embarras du moins leur prudente réserve. Et la prudence, c'est sacré pour un magistrat, comme l'eucharistie. Jugement le 18 avril prochain, après l'euphorie des municipales et des fêtes pascales...

Michel ETIENNE ■

J.-R. Quinard arrêté

RUBRIQUE DE LA MORT AVANT L'AGE

SERGEANT... ET DÉSERTEUR!

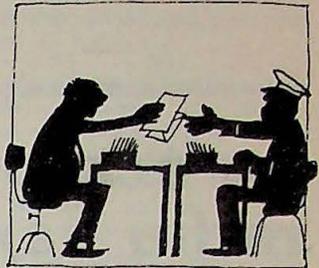
HISTOIRE VRAIE



A 14 ANS, JEAN-RENÉ QUINARD ÉCRIT À "SUD-AVIATION" POUR RECEVOIR UNE DOCUMENTATION...



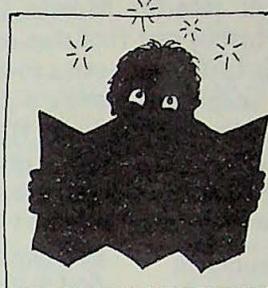
« J'AI 14 ANS, JE M'INTÉRESSE À L'AVIATION... » C'EST VRAI, J'AIMAIS LES AVIONS...



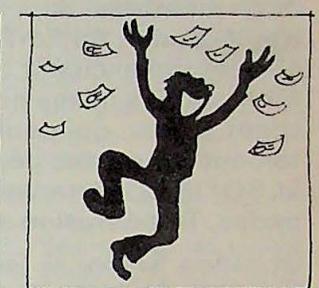
EN RETOUR, JE REÇOIS DE LA PROPAGANDE POUR L'ARMÉE DE L'AIR! "SUD-AVIATION" AVAIT TRANSMIS MA LETTRE À L'ARMÉE!



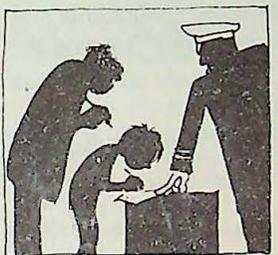
A 14 ANS, TU T'ENGUEULES AVEC TES PARENTS... L'ARMÉE T'OFFRE UN ÉLOIGNEMENT ET DU FRIC, T'HÉSITES PAS.



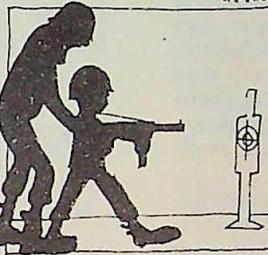
LES PROSPECTUS ÉTAIENT BIDON, L'ÉCOLE MODÈLE N'EXISTE PAS, LES MACHINES PERFECTIONNÉES, JE NE LES VERRAI JAMAIS...



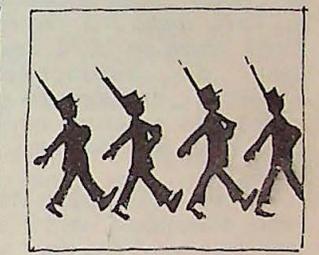
MAIS UNE PRIME D'ENGAGEMENT DE 6000 F EN 1970 (LE DOUBLE EN 1976) OUAH! À MOI LES BAGNOLES ET LES FEMMES!



C'EST COMME ÇA QUE J'AI SIGNÉ MON CONTRAT POUR 7 ANS À L'ÉCOLE TECHNIQUE DE L'ARMÉE DE L'AIR À SAINTES



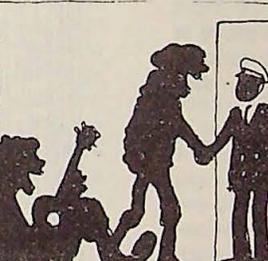
C'EST COMME ÇA QUE TU TE RETROUVES AVEC UN VRAI KÉPI À 15 ANS ET AVEC UNE VRAIE MITRAILLETTE!



DEUX ANS À SAINTES UN AN À ROCHEFORT BON ÉLÈVE, BIEN NOTÉ



EN 1973, JE FAIS UN STAGE DE 7 MOIS DANS UNE ÉCOLE (CIVILE) DES P.I.T. (STAGE DE LIGNES GRANDES DISTANCES) J'Y RENCONTRE DES TYPES BIEN...



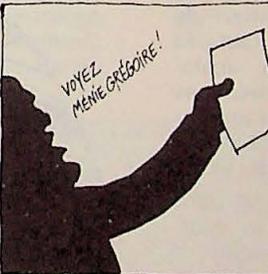
NOVEMBRE 74, JE RENCONTRE DES OBJEC-TEURS DE BREST. JE DÉCOUVRE LA NON-VIOLENCE! DÉBUT 75, JE SUIS MUTÉ À CONTREXÉVILLE.



PREMIÈRE ENQUÊTE DE LA SÉCURITÉ MILITAIRE, JE FAIS MA 1^{ère} DEMANDE DE RÉSILIATION. RÉSULTAT: 1 MOIS D'ARRÊTS DE RIGUEUR.



J'ESSAYE TOUT, JE VAIS MÊME VOIR L'AUMÔNIER MILITAIRE QUI M'A DIT: « JÉSUS A BIEN PORTÉ SA CROIX, VOUS POUVEZ BIEN FAIRE VOS 7 ANS... »



MUTÉ DISCIPLINAIREMENT À METZ, J'ÉCRIS AU MINISTRE DES ARMÉES POUR LUI DEMANDER DE RÉSILIER MON CONTRAT: PAS DE RÉPONSE.



POUR L'ARMÉE, JE NE PEUX ÊTRE QUE FOU... POUR ÉVITER D'ÊTRE RÉFORMÉ POUR FOLIE, JE ME SUIS FAIT EXAMINER PAR UN PSYCHIATRE CIVIL... PAS FOU!

LE SERGEANT QUINARD N'AVAIT PLUS QUE QUELQUES MOIS À TIRER. IL A PRÉFÉRÉ DÉSERTER POUR GUEULER CONTRE L'EMBRIGADEMENT DE 6.000 GOSSES PAR AN. ILS SIGNENT À 15 ANS DES CONTRATS DE 7 ANS, SANS POSSIBILITÉ DE RÉSILIER. CES ÉCOLES SOI-DISANT TECHNIQUES QUI N'ONT PAS, EN FAIT, L'ÉQUIVALENCE DES DIPLÔMES. PAR CONTRE, LORSQUE VOUS SORTEZ DE LÀ AVEC UN RAPPORT PSYCHIATRIQUE, IL Y A ÉQUIVALENCE: VOUS NE POUVEZ PLUS ENTRER DANS AUCUNE ADMINISTRATION. LE SERGEANT QUINARD DÉSERTE ET RÉCLAME POUR TOUS LES AUTRES "LE DROIT DE PARTIR PROPREMENT!"

Avec l'aimable autorisation de Charlie Hebdo et de Cabu.

les choses de la ville

un écologiste présente radio verte, radio poker

Les écologistes jouent, cette semaine, une difficile partie de poker radiophonique. Partie difficile vu la hauteur des mises, dans le club, jusqu'alors très fermé, de la radiodiffusion. Les cinq membres du club (Radio Monte-Carlo, RTL, Europe 1, Radio-Sud et Radio-France) ont fixé des ouvertures initiales très élevées qui excluent de fait les « petits joueurs ». Et, au cas où le montant des mises ne serait pas assez dissuasif, le tenancier du tripot (l'Etat, qui contrôle directement Radio-France et indirectement les postes périphériques par le jeu des participations de la SOFIRAD) intervient pour écarter les importuns (police des ondes, Télédiffusion de France, Postes et télécommunications).

Un certain nombre de joueurs ont déjà tenté de forcer les portes du club : *Radio Sorbonne* en 1968, *Radio Campus* de 1969 à 1974 à Lille, *Radio B Sud* et *LBC* à Rennes, *Radio Politique Hebdo* pendant une après-midi en 1975, *Radio Trou des Halles* puis *Radio active* en 1976. Devant l'ampleur des surenchères, des « relances », ils durent se « coucher » c'est-à-dire renoncer ou « passer », c'est-à-dire attendre des jours meilleurs.

Le Parti socialiste et Maurice Séveno disposaient en 1975 d'excellentes cartes : émetteur telefunken 10 kW, antennes omnidirectionnelles rayonnant sur 60 km, deux studios d'enregistrement, une table de mixage à 24 entrées. Mais ils n'ont pas « tenu sec ». Ils n'ont pas placé la mise, équivalente à celle des concurrents, qui leur aurait permis de « suivre ».

le « bluff » des écologistes

Reconstitutions maintenant le coup de bluff par lequel les écologistes prennent place autour du tapis vert.

● **L'ouverture** : le 17 mars, au cours d'une conférence de presse convoquée pour préciser la position de Paris-Ecologie sur le second tour des élections municipales, (« les écologistes penchent mais ne tombent pas à gauche »), la radio verte est annoncée. C'est la mise initiale, la *cheap* qui permet de prendre part au jeu.

● **Le bluff** : le soir du second tour, Brice Lalonde, commentant les résultats à TF1, sort un transistor. Il écoute une radio verte qui est en train d'être diffusée dans le 7^e arrondissement ; il augmente le volume sonore à l'attention des quinze millions de téléspectateurs. En terme de poker, on peut dire que Lalonde fait savoir de façon spectaculaire qu'il est « servi », qu'il a déjà réuni toutes les cartes qui lui permettront d'émettre, puisqu'il émet déjà.

Dans les jours qui suivent, questions et interviews pleuvent : « D'où émettez-vous ? Quelle fréquence ? Quelle puissance ? Quels horaires ? Et le monopole ? Et la police ? » La presse diffuse les déclarations les

plus fantasques sur ces radios vertes. Bref le bluff a accroché. Le gouvernement se tait. TDF, PTT, le ministère de l'Intérieur restent muets, et discrètement se renvoient la balle. Les radios périphériques et Radio France font le blocus. Les services compétents mettent au point des systèmes sophisti-

qués de brouillage et de détection. La partie s'annonce serrée, et tous les joueurs spéculent sur les cartes de radio verte.

une « quinte flush » ?

On a vu comment, le 20 mars au soir, tout se passe *comme si* Radio verte disposait déjà d'une excellente *donne*. Raisonons sur cinq cartes.

— La première carte, c'est un outillage qui permet d'émettre. Il existe des appareils complets, prêts à fonctionner avec une petite antenne pour 1 000 francs. Gros comme une boîte de cigares, ils fonctionnent sur secteur mais peuvent aussi être alimentés par batterie. Ils peuvent émettre sur une portée de 2 kilomètres. L'émission peut se faire en régime automatique à l'aide d'une cassette, ou en direct avec un micro.

— Deuxième carte, une conception de la radio qui tranche avec la pollution sonore qui sévit actuellement. Sur ce point, les écologistes ont très nettement précisé le caractère local, décentralisé de leurs émissions, assurant une véritable information de quartier, une prise en charge des programmes par les habitants, une radi-

cale insouciance des critères de rentabilité.

— Troisième carte : la qualité des programmes. Au souci de traiter les problèmes des citoyens en toute indépendance à l'égard des partis ou des puissances d'argent s'ajoute l'exigence d'une production sonore douce, sans martèlement, propagande ou publicité.

— Quatrième carte : un public potentiel. *Radio verte* peut, dès le départ, compter sur l'électorat écologiste, véritable tremplin vers une audience de masse.

— Enfin, dernière carte, le support militant. La radio verte s'appuie dans chaque quartier, sur les comités Paris-Ecologie et les Amis de la Terre.

Si *Radio verte* réunit ces cinq cartes, c'est d'une *quinte flush* — la combinaison invincible — qu'il s'agit. Comme cette hypothèse est parfaitement plausible, on comprend la gêne des pouvoirs publics, le silence des concurrents.

la relance

Début avril, Paris Ecologie « relance », c'est-à-dire surenchérit sur la dernière mise en demandant une dérogation. Cette relance entend jouer des contradictions des adversaires. Les radios périphériques préparent depuis de longues années, avec la presse régionale, l'installation de radios commerciales locales et misent sur *Radio verte* pour ouvrir une brèche dans le monopole. L'abrogation du monopole en Italie les encourage, et l'Etat, en autorisant RMC à émettre de Roumoules, en Haute-Provence, a fait la preuve qu'il ne le faisait même pas respecter. Les *verts* savent aussi que l'Etat hésitera à réprimer ouvertement la parole écologique à quelques mois des élections législatives : il pourrait faire basculer à gauche un électorat particulièrement flottant. Enfin, les *verts* savent pertinemment que certains clans, dans l'appareil d'Etat, résignés à la défaite en 1978, préparent un démantèlement du monopole pour émettre en toute liberté quand la gauche sera au pouvoir.

« payer pour voir »

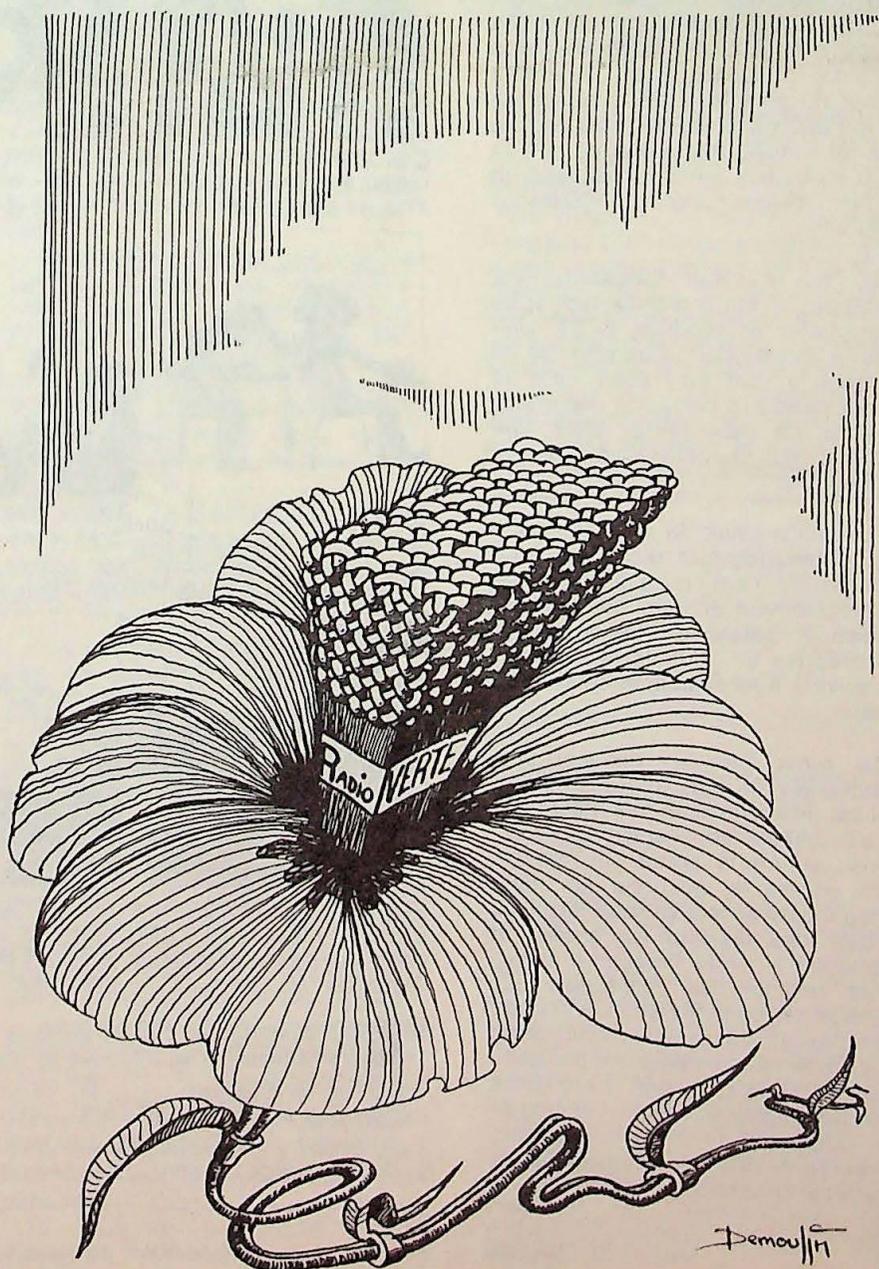
Les cinq membres du club ont le choix entre trois attitudes :

— se « coucher », c'est-à-dire accorder la dérogation on a vu qu'ils y ont tous, d'une façon ou d'une autre, intérêt. La partie reprendrait, mais dans un nouveau contexte.

— « Relancer » c'est-à-dire, surenchérisse jusqu'à ce que *Radio verte* craque : brouiller les émissions, détecter les émetteurs, multiplier les procès-verbaux, les amendes.

— « Suivre », c'est-à-dire, tenir la mise : dans les faits, laisser émettre. Le monopole est réserve, mais *Radio verte* est tolérée. Tous l'attendent : les émissions auront-elles lieu ? seront-elles de qualité ? les comités alimenteront-ils les programmes ? Les citoyens écouteront-ils ? cette radio sera-t-elle locale ? En termes de poker, on appelle ça payer « pour voir », c'est-à-dire, pour entendre...

Maurice RONAI ■



briser la chaîne

contrôler l'explosion

L'explosion sociale ! Voilà un terme qui revient de plus en plus souvent dans la bouche ou sous la plume des commentateurs ou acteurs de la vie sociale. Ainsi André Bergeron, secrétaire général de FO n'hésite pas à comparer la situation sociale à celle d'une pinède. Les aiguilles de pin chauffées au soleil peuvent prendre feu à la moindre étincelle.

Il est vrai que l'image définit assez bien ce qui se passe aujourd'hui. Les raisons de mécontentement s'accroissent : Refus de négocier du pouvoir et des patrons, usage permanent de la répression contre toutes les actions des travailleurs, licenciements par petits ou gros paquets (comme dans la sidérurgie) et dégradation permanente du pouvoir d'achat du fait du Plan Barre. L'indice officiel des prix de mars ne sera pas meilleur que celui de février. En tout cas les estimations de la CGT le situent, d'ores et déjà, aux alentours de 0,6 %.

Mais, me direz-vous, ce genre de constat, on pouvait le faire déjà il y a trois mois, voire six mois. Alors qu'est-ce qui change ? Ce qui change en premier lieu, c'est que les effets du Plan Barre deviennent maintenant de plus en plus concrets. Autant la mobilisation d'octobre avait pu paraître prématurée à certains, autant aujourd'hui, elle peut être qualifiée de prémonitoire. Depuis cette période les salaires se sont érodés peu à peu, les patrons ont appliqué à la lettre le refus de les augmenter, tandis que les prix reprenaient leur trot habituel vers les 10 % d'inflation l'an.

les poings se sont ouverts

Ce qui change en second lieu, c'est la combativité des travailleurs. Il y a eu, d'octobre à mars, une longue attente, due tout autant aux élections qu'à des échecs très significatifs de certaines luttes : Caisse d'épargne, Chantiers de l'Atlantique, actions dans le secteur public et nationalisé. Seuls s'affirmaient les batailles sur l'emploi avec leur noyau dur : les usines occupées. Mais le manque de solutions, l'absence de coordination entre elles (malgré la richesse de chaque expérience), et le caractère trop large, trop flou des grandes actions intersyndicales, les firent s'essouffler. Le marasme et la résistance patronale incitaient à la patience, poings fermés. Les poings se sont ouverts aux municipales pour laisser tomber dans les urnes l'expression du ressentiment : des bulletins de vote de gauche. Et tout à coup, les résultats étant connus, l'action a repris de plus belle. Aucun changement de gouvernement, aucun dégel dans le bloc social pouvoir-patronat n'a suivi pourtant.

Voilà pourquoi la CGT pouvait annoncer, la semaine dernière, qu'elle avait dénombré 430 conflits sociaux à la fin mars dans quarante départements (dont 186 pour les salaires et 94 pour l'emploi). Il y a tout lieu de croire qu'à la fin avril, ces chiffres auront plus que doublé. Si on observe les conflits importants déclenchés dans les quinze derniers jours : dockers de Dunkerque, informaticiens de la BNP, multiples grèves dans le bâtiment et le textile, occupation de General Motors à Gennevilliers, baisse des cadences chez Dassault, grève des ouvriers postés du complexe pétrochimique de Berre, on s'aperçoit que chaque fois les travailleurs occupent, s'installent dans la grève, savent d'avance que le conflit sera dur et long. Les directions refusent de discuter, font immédiatement appel à la justice bourgeoise (référés), puis à la police (évacuations). Quand elles n'obtiennent pas gain de cause par ces voies légales, elles en appellent aux nervis et autres milices (comme ce fut le cas chez Benoto à Béthune, chez Huré à Bagneux, à la BNP à Paris, etc.). Au durcissement des ripostes ouvrières correspond le durcissement patronal. L'escalade se fait peu à peu, mais elle est sans solution immédiate.

unité sans arrière-pensées ?

Dans ce tableau général où l'affrontement s'approfondit, s'élargit à de nouvelles catégories de salariés,

les organisations syndicales n'ont pas la partie belle. Les plus conciliatrices FO, CFTC et CGC voient s'affondrer leur crédo : la politique contractuelle réelle. Quant à la CGT et la CFDT, elles doivent effectuer un chassé croisé permanent entre le souhait de négociations et la certitude que c'est la lutte qui paiera. Tout au fond devient un problème de formes de lutte.

On a pu s'en rendre compte quand ont éclaté les premières divergences CGT et CFDT sur les formes d'action dans la métallurgie. La CGT annonçait unilatéralement une grande journée d'action pour le 14 avril. La CFDT, elle, souhaitait une action plus articulée, mieux préparée, entreprise par entreprise, pour déboucher sur un énorme rassemblement de « métallos » à Paris en mai. « La CGT priorise l'expression centrale sur quelques mots d'ordre vagues », dit la CFDT. « La CFDT ne veut pas se battre puisqu'elle ne globalise pas la lutte », estime la CGT. Ces jugements aigres-doux ont retardé la mise au point, entre les deux centrales, d'un accord sur la mobilisation sociale dans les semaines à venir. Il a néanmoins pu être conclu le 7 avril dernier.

Il prévoit une bataille commune sur les principaux thèmes d'action revendicative : pouvoir d'achat, emploi et conditions de travail, Sécurité sociale et libertés syndicales. On peut estimer que les enjeux sont analysés dans l'unité la plus large, même si pour l'élaboration de mots d'ordre plus précis, soin est laissé aux différentes fédérations et unions régionales et locales de définir les plateformes revendicatives et les modalités de lutte.

Ainsi dans le bâtiment, il y a eu des grèves le 13 avril. En Lorraine, tous les métallos débrayèrent deux heures le 14 avril, un front commun s'établissant contre les « maîtres de forge » qui ont brutalement opéré des coupes sombres dans l'emploi à Thionville et ailleurs. Le relais sera pris la semaine prochaine, par une journée de rassemblement des travailleurs du textile, le 22 avril, pour poser le problème de la survie de cette activité sur notre sol. Dans la fonction publique et les entreprises nationalisées, la dernière semaine de ce mois verra se multiplier des journées d'action avec ou sans la FEN et FO. Les coups de butoir programmés en commun, dans ce secteur, contre le Plan Barre,

ressemblent donc assez aux précédents (organisés en janvier), avec une combativité en hausse.

Malgré la forme unitaire et la volonté de « surmonter tout attentisme », les nuances s'affirmeront de plus en plus entre les deux centrales. Ainsi en complément de E. Maire, Georges Séguy a affirmé : « qu'on n'aille pas dire que nos deux organisations se précipitent dans cette poussée de la gauche pour précipiter la chute de régime ». La volonté de la CGT de bien contrôler le mouvement social, de le lier aux débouchés politiques du Programme commun va s'affirmer. Celle de la CFDT de poser à travers sa plate-forme revendicative ce qu'attendent réellement les travailleurs d'un gouvernement de gauche et des nationalisations pèsera dans toutes les luttes à venir.

Comment se feront les accords à la base, à partir de ces deux volontés, voilà ce qui déterminera les formes de lutte des semaines à venir. On le voit, d'ores et déjà, dans la sidérurgie où la CGT, avec l'appui de la municipalité dirigée par un maire communiste, prône l'occupation d'Usinor-Thionville, tandis que la CFDT souhaite une action élargie vers les temples de la productivité comme Usinor Dunkerque, par exemple. E. Maire a bien précisé que la plate-forme CFDT ne serait pas « une machine de guerre contre le Programme commun, mais un enrichissement de la gauche ».

Certes, mais la dynamique des luttes fait souvent déboucher sur d'autres projets. Voilà pourquoi une partie de la droite et du patronat est prête à jouer le jeu d'une stratégie de la tension, de l'explosion suivie de son inévitable réflexe de peur politique. Le contrôle ouvrier sera donc à l'ordre du jour, à tous les niveaux, dans les semaines à venir : contrôle de l'entreprise, contrôle de la lutte (pour contrecarrer les provocations des patrons), contrôle des objectifs de l'action en fonction des enjeux politiques de la période. Un exemple : les travailleurs de la BNP. Après cinq semaines de grève, d'occupation, ils ont obtenu gain de cause sur la levée des sanctions qui frappaient des syndicalistes. Ils ont surtout déjoué beaucoup de provocations diverses.

Yves SPARFEL ■



Photo Pichet

la Lorraine crucifiée

Le vendredi 8 avril, Vendredi Saint, sera de triste mémoire pour les ouvriers de la sidérurgie lorraine. C'est ce jour qu'ont choisi les patrons des quatre grands groupes français, Sacilor-Sollac, Usinor, Creusot-Loire et Châtillon-Chiers-Commentry, pour annoncer 16 000 licenciements dont 12 500 en Lorraine. Pour des hommes qui, de père en fils, ont donné leur vie à la sidérurgie, l'addition est lourde à digérer.

D'autant plus lourde que, comme le montre le dossier qui suit, ces suppressions d'emplois sont le résultat d'un effroyable gaspillage des ressources financières, technologiques et humaines. Les mesures prévues dès décembre dernier (cf. TS, n° 720, page 8) sont devenues effectives. Le patronat n'a pas attendu le 15 avril, date fixée par le Conseil des ministres comme délai ultime pour arriver à un accord avec les syndicats sur les conséquences sociales des licenciements.

une décision unilatérale

Les organisations syndicales (sauf FO et la CFTC) ont refusé d'entériner tout licenciement. Pour la CFDT et la CGT en particulier, les réunions techniques avec les « barons de l'acier » qui ont eu lieu depuis le 23 février n'ont été qu'un simulacre de négociation. Des décisions de licencier étaient prises. Aucun des directeurs des sociétés sidérurgiques ne voulait revenir là-dessus.

Entre-temps, se sont déroulées les élections municipales, à Thionville, où, le 1^{er} avril, Usinor a annoncé la fermeture de ses installations occasionnant 3 000 licenciements, un maire communiste a été élu le 13 mars. Derrière le conseil municipal, toute la ville se mobilise pour sauver l'usine. Une usine condamnée pour non-rentabilité alors qu'on avait

sidérurgie : pour qui la crise ?

Thionville, en ébullition. Réveil brutal après les élections. Dans cette ville, Usinor annonce 3 000 suppressions d'emplois. Mais à Longwy, Hagondange, Gandrange, Homécourt, Pont-à-Mousson... les menaces se précisent. Au total, 20 000 emplois en moins pour « l'horizon 80 ». La Lorraine bradée. Paroles rassurantes des patrons, des notables, du pouvoir. Manifestations, menace d'occupation, refus de la fatalité nommée crise. Qu'est-ce que cette crise ? Voilà la première question à laquelle veut répondre ce dossier. Il faut, en effet, éclairer les causes avant d'examiner les conséquences. Celles-ci et la manière d'y remédier (la nationalisation ?) feront l'objet d'autres dossiers.

Camille ROMAIN et Yves SPARFEL ■



Photo AFP

commencé à y construire, en juin dernier, une nouvelle aciérie à oxygène grâce à un prêt du FDES (1) de 125 millions de francs. Thionville, métropole du fer, a été la première ville à connaître la colère et l'angoisse, et à réagir : meetings, conseil municipal public, rallye CGT pour l'emploi, délégations CGT-CFDT-FO-CFTC-CGC à la préfecture de Metz, se sont succédés la semaine dernière.

Maintenant, c'est toute la Lorraine qui est crucifiée. Il faut savoir qu'aucune diversification industrielle n'a été prévue dans la région, qu'un emploi dans la sidérurgie en induit trois autres dans la sous-traitance, la transformation de l'acier ou le commerce. La formation professionnelle, a été orientée, via les écoles De Wendel, vers les seuls métiers de la sidérurgie. Une reconversion sera longue et difficile. « Nous sommes de gros manuels » nous déclarait un délégué CFDT la semaine dernière : « sortis de la sidérurgie, on ne peut trouver que des emplois d'OS ou de manœuvres. »

La riposte des travailleurs sera dure. D'ores et déjà, l'occupation d'Usinor Thionville est décidée. La CGT et la CFDT appellent tous les métallurgistes lorrains à faire grève deux heures le 14 avril malgré les divergences qui se font jour entre leurs deux fédérations respectives. Ce jour-là, la CGT appelle, seule, à une journée d'action dans toute la branche. Cette riposte sera-t-elle suffisante ? Probablement pas. L'idée d'une occupation générale des installations menacées de fermeture a été avancée par le PCF en Lorraine. Elle s'amorce à Thionville. Il est possible aussi de frapper là où les maîtres de forge augmentent la productivité, les cadences, font fonctionner à plein du matériel moderne. De toute façon, quelles que soient les réponses, la Lorraine sera, dans les mois à venir, un phare social.

(1) Fonds de développement économique et social.

dix ans de discours sur la Lorraine (1)

1966 : « Les patrons de la sidérurgie s'engagent à participer activement à la création d'emplois là où ils devront réduire des postes de travail (Le Monde le 29.07). »

Action des mineurs et des sidérurgistes : 25 000 manifestants à Metz le 6.4.67 ; 20 jours de grève avec occupation des usines ; reprise du travail le 3.05.67. Les travailleurs ont obtenu la convention sociale : préretraite, réduction du temps de travail, garanties de reclassements.

« Votre région dispose de nombreux atouts » (M. Pompidou alors Premier ministre, le 17.12.66). « Je crois que nous pourrions envisager l'avenir de notre région avec plus de confiance que l'année dernière » (M. de Mitry, président du conseil d'administration le 8.9.66).

1969 : « L'avenir ne pourra être assuré qu'à une double condition : poursuivre la modernisation de nos installations lorraines, créer une nouvelle usine sur le littoral » (M. Murard au CCE Wendel-Sidélor le 30.10).

L'avenir s'est concrétisé par la suppression de 12 000 emplois.

1971 : « La sidérurgie lorraine se porte bien » (M. Ferry, adjoint au CNFP le 7.7.) « 12 000 suppressions d'emplois : décision dramatique de Wendel-Sidélor » (Républicain Lorrain (RL) du 28.10 « Solmer sera le 2^e souffle de la Lorraine » (M. Dherse, le 29.10).

La CFDT demande la création d'une commission d'enquête gouvernementale le 3.11 et se déclare en état de légitime défense au nom des travailleurs. Elle dénonce le vote des élus lorrains de la majorité qui ont approuvé le VI^e Plan. Elle pose la question : « Allons-nous laisser la Lorraine se vider de sa main-d'œuvre ? »

« Il n'y aura aucune répercussion sociale et humaine ». (Chaban, Premier ministre, le 3.11) « Pas de chômeurs mais 1 700 Lorrains devront accepter d'émigrer à Fos » (M. Ceyrac, CNPF, le 6.11).

Finalement, ils lurent 2 600 Lorrains à émigrer.

1974 : « OPA sur Marine-Firminy par la CLIF (De Wendel) » en juin.

« La sidérurgie française la plus moderne d'Europe ». « La nouvelle sidérurgie lorraine : un équilibre retrouvé » (Ail le 8.7).

Côté patronal, c'était l'optimisme. Les résultats financiers n'avaient jamais été aussi bons.

1975 : Les actions de Marine-Firminy créent Marine-Wendel. L'Etat donne une fois de plus des milliards au patronat sidérurgiste. Pourtant les premières mesures de chômage partiel se développent.

« Milliards de francs contre milliers de chômeurs » (Le Monde le 16.9). « L'éventualité de licenciements n'est plus écartée » (RL du 28.9). « Sacilor-Sollac : 1836 emplois supprimés en 1976 » (RL du 9.10).

1976 : « La relance économique : les prêts publics favorisent surtout la sidérurgie » (Le Monde, le 12.14) « Les responsables de la sidérurgie devront présenter un plan » (M. Beullac, ministre du Travail, le 6.11). « Pour rester compétitif, il faudra réduire massivement les emplois dans la sidérurgie » (M. d'Ornano, ministre de l'Industrie le 6.11). « Suppression de 14 000 à 20 000 emplois. La sidérurgie et l'Etat vont négocier une convention de 3 ans » (RL du 14.11).

Pour les travailleurs, le chômage se

poursuit. Le pouvoir d'achat est diminué. Les travailleurs sont agressés de toutes parts : chômage, menaces de licenciements, mutations.

« Création d'EUROFER (Structure patronale européenne). A la Communauté européenne, accord pour une répartition des productions au niveau de chaque nation » (17.11).

1977 : Jacques Ferry : « Deux constatations m'amènent à penser qu'il n'y a pas de risques sérieux de surcapacité en Europe : D'abord, le programme de fermeture d'installations obsolètes dans différents pays, d'autre part, le ralentissement actuel des projets de création de capacités nouvelles (dans Vision de février 1977).

Il ne pouvait y avoir avec plus clair de la politique d'abandon d'une région.

1^{er} avril 1977 : La direction d'Usinor annonce la suppression de 3 000 emplois à Thionville.

(1) Pour la plupart extraits du journal de la CFDT du trust Sacilor-Sollac : Le Pavé (décembre 1976).

bilan de faillite

Le paysage sidérurgique français a été bouleversé. De la Lorraine à Fos, que de chemin parcouru ! Dans l'Est, sur les terres des De Wendel, les ouvriers lorrains étaient logés dans les cités ouvrières De Wendel, allaient à l'église De Wendel, votaient pour une municipalité De Wendel, envoyaient leurs enfants à l'école De Wendel, pouvaient même habiter dans une rue De Wendel. Ils transformaient la « minette » (le minerai de fer) et le coke lorrains en acier. Cet acier était travaillé localement ou dans la région voisine.

A Fos, dans une suite construite par des travailleurs immigrés dans des conditions épouvantables, des travailleurs venus de tous les coins de la France, des Provençaux, encadrés par les Lorrains, utilisent du minerai de fer importé (de Mauritanie, d'Australie, du Brésil) et du charbon à coke (venu de Pologne et des USA). L'acier ainsi produit à la Solmer, loin d'être transformé sur place, est exporté pour une large part ou expédié en Lorraine et dans le Nord pour les industries métallurgiques.

deux empires sur un bateau

Ces deux tableaux résument une histoire : celle d'une industrie qui a broyé des milliers d'hommes en France. On est passé en vingt ans à peine du capitalisme paternaliste des « barons » à un capitalisme sauvage. Dans ce nouveau type d'exploitation, le lien entre patrons et travailleurs est largement « socialisé ». Il devient externe à l'entreprise et, dans une certaine mesure, s'internationalise.

Les « maîtres de forge », tout puissants sur leur région, se sont « adaptés » à la nouvelle ère capitaliste. Fiers, jusque-là, de n'avoir jamais licencié, ils se rattrapent avec une incroyable brutalité, licenciant par dizaines de milliers, brisant la vie de toute une région. Gestion moderne de la main-d'œuvre : le patronat de l'acier s'y est reconverti. Il utilise pour cela une nouvelle forme de travail : l'intérim. Cette formule permet de déplacer, d'employer, donc de payer, les travailleurs au gré des reconversions, de la conjoncture, des évolutions du marché, quitte à les renvoyer ensuite, dans le silence et dans le calme.

Voilà pourquoi les chiffres officiels du « dégraissage » des emplois de la « sidé », déjà minimisés (on a dit 5 000 ou 15 000, puis 18 000 ou 25 000...), sont encore en-dessous de la réalité. Les intérimaires ne sont pas comptabilisés. Il faut donc s'attendre à voir l'intérim être plus largement utilisé dans les années à venir. Il permettrait d'assurer aux trusts de l'acier des reconversions mal conçues sans heurts sociaux, d'assurer les maxima de la production sans avoir à supporter le coût des phases basses. Calculs de marchands d'hommes.

Comment se fait-il qu'on en soit là ? Lancinante question qui, avec sa dose de fatalité, pèse dans les régions où les énormes forêts minérales de hauts fourneaux, de laminoirs, de bâtiments, ne vivent plus, ne résonnent plus ! L'énorme effort d'investissement accompli avec les deniers de l'Etat depuis des années ne sert-il à rien ? Peut-on encore tenir des discours sur la sous-productivité, la

non-compétitivité quand on examine le patrimoine français et les sommes englouties ? Les chiffres des patrons sont flous, mal contrôlés. Ils montrent cependant une vérité : le patronat a organisé une gabegie énorme.

le capital tombe à l'eau

Deux nouvelles régions sidérurgiques : Fos et Dunkerque ont été bâties de toutes pièces. Il a fallu créer des infrastructures portuaires, ferroviaires, énergétiques, des logements, des villes entières, dorts pour travailleurs. Il a fallu réorganiser les circuits économiques, déplacer les hommes (12 000 Lorrains ont dû s'expatrier), bâtir (bien après...) les équipements sociaux correspondants. Tous les crédits de l'Etat ont été absorbés dans ce gigantesque effort.

Il ne restait plus grand-chose pour les bassins « traditionnels » : Lorraine, Valenciennes, Decazeville... Les pouvoirs « publics » (si ce qualificatif peut encore être utilisé dans ce sens précis) ont donc « saupoudré » de-ci, de-là, au hasard des poussées de conjoncture, des colères sociales, de la grogne des directeurs. Aucun souci d'un plan d'ensemble, d'une réorientation du développement, de conservation d'un équipement cohérent n'a guidé les choix financiers. Aujourd'hui le bilan est là : on brade. Les équipements dits « vétustes » sont rasés ou liquidés. Mais les usines modernes ?

La Solmer à Fos est un beau joujou qui a coûté plus de 10 milliards de francs. Elle est arrêtée à mi-course : 3,5 millions de tonnes de capacité par an, à peine la moitié de produite depuis 1975. Cette usine n'est même pas rentable, faute d'être allée jusqu'au terme de sa construction. La deuxième tranche aurait fait passer sa capacité à 7,5 millions de tonnes par an. Eût-elle été réalisée, les projets d'industries régionales de transformation qui devaient l'accompagner seraient restés dans les cartons. Solmer n'est qu'un chancre, une enclave des maîtres de forges en Provence, un château énorme qui inonde la région de fumées.

A Dunkerque, la même opération a été réalisée avec plus de succès. Il est vrai que l'arrière-pays s'y prêtait. Pourtant, la réalisation d'un train à tôles fortes (produit que la France doit importer en masse) a été reportée. Au total, des milliards ont été engloutis pour des opérations dont les résultats sont sans aucune mesure avec les espoirs qu'on y avait mis. La politique patronale appuyée par le pouvoir conduit à la faillite.

Il y a plus. L'objectif patronal poursuivi avec ces usines « pieds dans l'eau » : profiter des bas prix du mine-

rai de fer importé et du frêt maritime, s'écroule. En 1976, le prix moyen du minerai de fer à Fos est de 80 francs la tonne (dont 50 % de frêt), soit le double de celui de la « minette lorraine ». Les cyniques calculs des patrons tombent à l'eau. Ce sont les travailleurs qu'ils voudraient y noyer...

reste : l'expropriation

Tout occupés à leurs batailles pour constituer et contrôler les holdings, englués dans leur paternalisme, en retard perpétuel dans la course au gigantisme, les patrons français ont échoué là où Krupp et Thyssen ont triomphé : constituer de véritables ensembles intégrés. D'une manière

octobre 1976 : « La sidérurgie n'est pas figée sur une structure régionale. La nationalisation doit se faire au niveau européen. La responsabilité de la reconversion... est du ressort des pouvoirs publics. Celle du patronat n'est que morale. Enfin, il faut rechercher le développement des produits finis, l'intégration de la transformation et de la production d'acier. » En clair, les maîtres de forge n'ont que faire des travailleurs de la sidérurgie française. Leurs capitaux changent de but. Ils veulent se dégaier de ce qui leur paraît insuffisamment rentable en ce moment. Ils se reconvertissent en laissant à l'Etat le soin de « reconvertir » les travailleurs. Les mesures et déclarations récentes, résultat de la concertation patrons-gouvernement laissent pen-



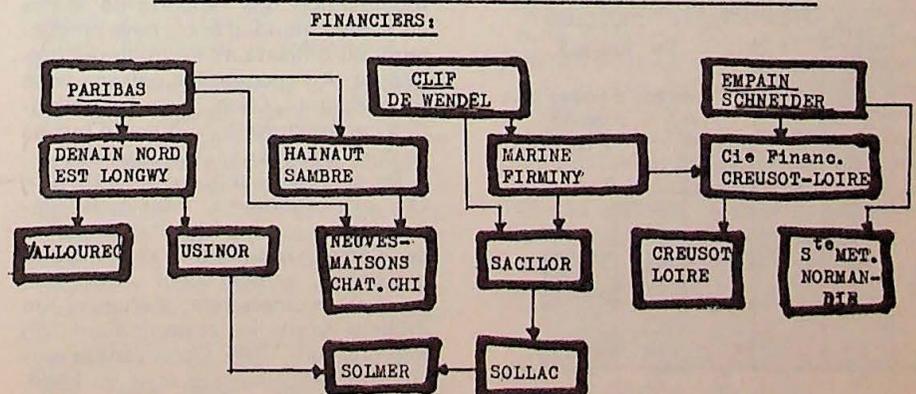
Photo Maillac

générale, les faiblesses de l'industrie de transformation mécanique, de construction métallique, de la machine-outil fragilisent la sidérurgie française. Les groupes leaders en France comprennent fort tard que la course à l'intégration a commencé sans eux. Ils veulent mettre la crise à profit. La bataille boursière de 1975 pour contrôler Creusot-Loire en témoigne.

Bloqués dans leur élan par la récession, ils comptent sur l'aide de l'Etat. Des dizaines de milliers de licenciements dans la tête, Ferry déclarait en

ser que Barre, Giscard, Chirac écoutent ces charlatans. Alors, les patrons y vont carrément. L'aide initiale réclamée était de 5,5 milliards de francs. Elle a grimpé à 12 milliards de francs. Mécontents du mini-plan de relance annoncé par Raymond Barre à Toulouse, ils renvoient la balle en licenciant le plus vite possible. C'est le sens de l'annonce, immédiatement après les élections, de la fermeture d'Usinor-Thionville. Cette gabegie a assez duré. Il n'est que temps d'exproprier sans indemnisation les liquidateurs. ■

LA SIDERURGIE APPARTIENT, POUR LE MOMENT, A DE GROS GROUPES



extrait d'un trait PSV de Neuvesmaisons

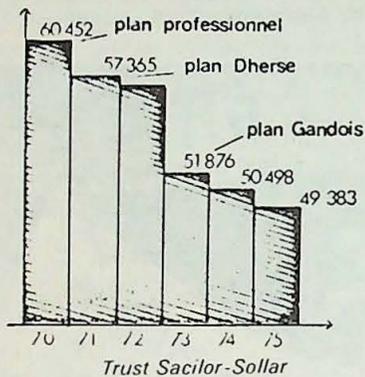
CFDT : la productivité, pour

TS a rencontré Georges Granger, responsable sidérurgie pour la Fédération générale de la métallurgie-CFDT. Nous rendons compte ici de cet entretien.

T.S. : Comment analysez-vous la crise actuelle de la sidérurgie et ses conséquences sur l'emploi ?

Georges Granger : Nous faisons à la FGM-CFDT un constat de faillite de la sidérurgie française. Depuis 1945, les fonds publics ou para-publics attribués aux patrons de la sidérurgie représentent 24 % du patrimoine total. Nous sommes allés depuis 1945 de plans en plans, souvent très différents du Plan national, pour arriver, en 1966, à la mise en œuvre du « plan professionnel » conclu entre

EFFECTIFS TOUJOURS EN BAISSÉ

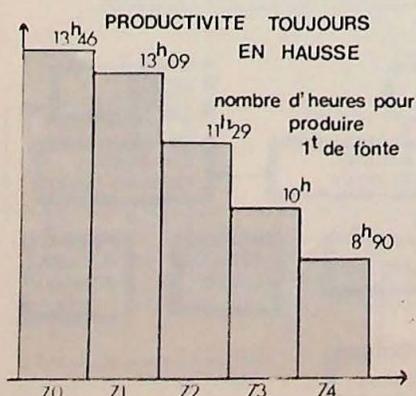


M. Ferry, président de la chambre patronale, et Michel Debré, alors premier ministre. Ce plan accordait quatre cent milliards d'anciens francs de crédits à la sidérurgie. Objectif ? Atteindre le niveau de la productivité européenne. A la fin de l'application de ces mesures, le patronat, tirant argument de la crise, prétend qu'il faut à nouveau tout restructurer et modifier. Il traduit cette nouvelle opération par une demande d'aide à l'Etat de 5,5 milliards de francs, en contrepartie desquels il s'engage à alléger les emplois de 24 000 personnes.

T.S. : Quels sont les arguments patronaux ?

G.G. : Ils portent sur trois points. Le premier : il y a sur-capacité de production en France puisque la capacité actuelle est de 33 millions de tonnes par an alors qu'on en a produit, en 1976, 23 millions. Les patrons indiquent que cette surcapacité sera durable puisqu'ils n'envisagent pas une progression importante de la production de l'acier (qui serait de 27 millions de tonnes en 1980).

Deuxième point : il y a endettement de la sidérurgie. Il est pour l'année 1976 de 33,4 milliards de francs alors que le chiffre d'affaires réalisé atteint 32 milliards.



Troisième point : la productivité. Les patrons avancent un raisonnement selon lequel, en France, il faudrait douze heures pour produire une tonne d'acier, huit en Allemagne, et six au Japon. En le liant aux deux précédents points, ils concluent qu'il faut éliminer la capacité de production, fermer les installations jugées vétustes, donc licencier. Leur objectif : diminuer les coûts salariaux et arriver à un taux de productivité égal à celui de l'Allemagne ou du Japon. Quand nous demandons aux patrons comment ils évaluent les taux de productivité, ils ne nous répondent pas. Ils ne tiennent pas compte des installations existantes. Tout le personnel est-il pris en compte ? Au Japon, par exemple, seuls les ouvriers productifs sont « comptabilisés ».

Le patronat prétend que cette productivité plus faible n'est pas le fait des salariés : « Nous avons les meilleurs ouvriers, les plus qualifiés, ceux qui mettent le plus d'ardeur au travail ». Quand nous leur retournons : « Alors, vous avez mal géré vos affaires », ils disent : « Non, pas du tout ! Ce sont les mauvaises installations qui font diminuer le taux de productivité ». Quand nous en concluons : « Vous avez mal réalisé les investissements en appliquant le plan professionnel », ils ripostent : « Mais non, les quatre cinquièmes de l'outil français sont aussi compétitifs, sinon plus, que celui de ses concurrents étrangers en Europe ». Alors, on voudrait savoir : qui est responsable ?

En fait, le taux de productivité est mal calculé. Il ne tient pas compte des conditions de production (type d'acier produit, nature du minerai utilisé...). Faire le rapport simpliste « tant d'heures de travail pour tant de tonnes d'acier produites », c'est stupide.

En revanche, nous avons vérifié les éléments qu'incluaient les calculs dans d'autres pays. Ainsi, en Allemagne, on n'intègre pas toutes les entreprises extérieures (qui viennent assurer l'entretien par exemple).

T.S. : Que répondez-vous au patronat ?

G.G. : Nous demandons un constat de la gestion patronale et une enquête publique sur l'utilisation des fonds d'Etat. Nous avons des jugements contradictoires avec l'analyse des patrons sur la crise. En 1974, violemment contestées, les organisations syndicales mettaient en évidence l'existence d'une crise structurelle du capitalisme en fonction de la modification des rapports de forces au niveau mondial entre pays producteurs ou utilisateurs de matières premières. A l'époque, les patrons nous répondaient : « Non, c'est une situation conjoncturelle ! ». Aujourd'hui, ils se contredisent : « C'est structurel ! ».

De plus, ils disent : « ça va durer ». Or, un organisme inter-gouvernemental européen, l'Institut du fer et de l'acier, regroupant des experts patronaux, prévoit pour 1980 une production mondiale d'environ un milliard de tonnes et un milliard 150 millions pour 1985. Observons la production française : elle était, en 1964,

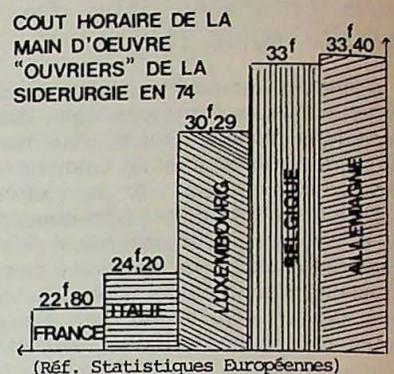
de 20 millions de tonnes contre 434 millions dans le monde. En 1975, cette dernière était de 639 millions, soit 50 % de plus. La production française, elle, a plafonné à 21 millions de tonnes, soit 5,9 % de progression. Dans le même temps, les patrons ont bénéficié des 400 milliards de francs anciens du plan professionnel de 1966 et des 2,7 milliards de 1971 pour la construction de la Solmer à Fos. La rentabilité du capital est donc dérisoire.

Le plan professionnel de 1966 fut conclu pour développer ce qu'on appelle les « produits plats » plutôt que les produits longs. Nous avions critiqué cette option. La France est déficitaire en produits longs et doit donc les importer. Le nouveau plan acier reconduit les mêmes erreurs. Il priorise une fois de plus les produits plats et ne satisfera pas la demande d'autres produits sur le marché intérieur. Nous allons donc nous trouver dans cinq ou six ans avec un nouveau constat de faillite et une nouvelle demande de fonds à l'Etat. Les patrons français ne savent pas vendre leur acier sur les marchés de grande exportation. Il n'y a pas de structures commerciales sérieuses. Les exportations françaises se résument, pour 85 % d'entre elles, aux échanges avec les pays de la CECA, aux ex-colonies françaises et pour une part minime aux autres pays occidentaux (USA, Canada). L'Acier français ne se vend pas ailleurs.

T.S. : Il y a une mauvaise gestion, de mauvais choix, un nouveau rapport international, certes ; mais que répondre par rapport aux chiffres de productivité ?

G.G. : Les patrons nous les assè-

ment sans en détailler le calcul. Mais ils ne parlent jamais du coût salarial. La productivité ne signifie rien, si on n'intègre pas le prix de revient. Or dans celui-ci entre le coût salarial. Sans détailler, on s'est aperçu, selon une enquête de la CECA(1), que le coût salarial horaire représente en



France 24,8 francs, en Allemagne 33,1 et 33,9 en Belgique.

L'autre élément négligé par le patronat français dans son argumentation : l'intégration. Au Japon, aux USA, en Allemagne, par exemple, les producteurs d'acier sont aussi les utilisateurs, donc ceux qui le transforment. Voilà pourquoi on ne peut vendre de l'acier au Japon.

T.S. : Comment les travailleurs peuvent-ils contrôler cette situation ? La FGM-CFDT exige une enquête publique sur l'utilisation des fonds versés par l'Etat. Qu'en est-il ?

G.G. : Nous avons réagi, dès décembre, lors de l'annonce d'un nouveau plan patronal financé par l'Etat. M. Ferry, le président de la chambre patronale, allait plus loin, en

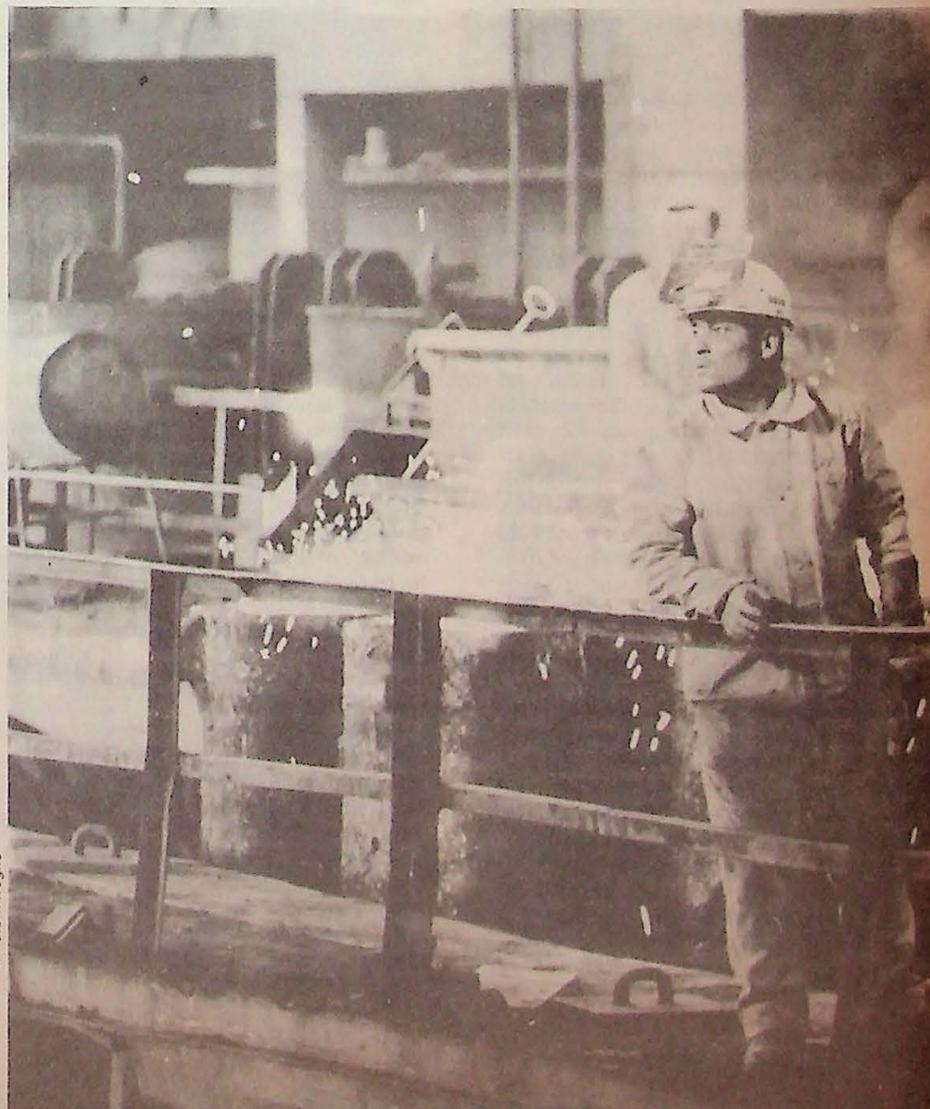


Photo Miraglio

ou contre les travailleurs ?



disant en substance : « Il ne peut s'agir d'un simple prêt. Nous sommes tellement endettés qu'une subvention s'imposerait ». Pour le plan professionnel de 1966, une commission de contrôle fut instituée. Il y avait un accord général entre la chambre syndicale et l'Etat. Il y a eu ensuite des conventions particulières entre les pouvoirs publics et telle ou telle société sidérurgique.

Aujourd'hui, la chambre syndicale de la sidérurgie française elle-même ne peut justifier quelles affectations ont eu, dans chaque société, les sommes versées. Nous exigeons donc une enquête publique. Elle serait menée par des élus et des représentants des organisations syndicales ouvrières et de la chambre syndicale de la sidérurgie... Les conclusions de cette enquête devront être soumises à l'Assemblée nationale, en même temps que viendra en discussion la nécessité ou non d'attribuer les crédits d'Etat.

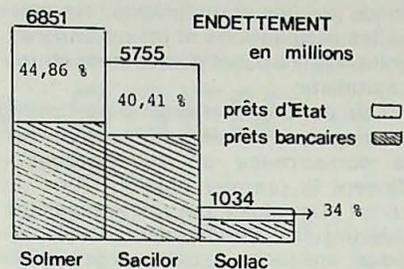
Par ailleurs, nous nous prononçons contre un nouvel apport d'argent. En revanche, un transfert de propriété s'impose.

T.S. : Transfert de propriété ? Ça veut donc dire nationalisation ? Quelle est votre analyse à ce propos ?

G.G. : Nous souhaitons une nationalisation, bien sûr ! Mais nous utilisons la formule : *processus de nationalisation*. Pourquoi ?

Nous sommes réalistes : demander aujourd'hui à Giscard de mettre à la porte les patrons de la sidérurgie, ce n'est pas réaliste. D'autre part, les indemniser, ce serait extravagant, scandaleux. Tel serait le résultat d'une nationalisation immédiate,

dans le contexte du système capitaliste. Nous pensons au contraire qu'il faut tirer un bilan : l'Etat possède 24 % du capital total de la sidérurgie.



Pour le trust Sacilor-Sollac

Elle est en faillite. Les patrons n'ont donc pas d'exigences à formuler.

L'Etat doit donc transformer les dettes et créances en prise de participation. Il soulagerait ainsi les trésoreries de manière importante (car le montant des intérêts à verser sur les prêts de l'Etat s'élevait à 2,4 milliards de francs en 1975 et 2 milliards en 1976) et dégager des sommes importantes pour investir. Contrôlant ainsi une partie substantielle du capital l'Etat pourrait, par ailleurs, imposer aux sidérurgistes un plan visant à assurer la satisfaction des besoins d'acier sur le marché français.

La rentabilité de la sidérurgie ne peut être évaluée comme le font les patrons. Chiffrer le coût social de la sidérurgie est nécessaire. Les accidents, les maladies professionnelles dus à des conditions de travail intolérables en sont la preuve. Cet aspect important devra être introduit, si la gauche arrive au pouvoir, dans les calculs du coût économique de chaque industrie. On ne peut traiter les problèmes sous le seul aspect, morcelé, de la production industrielle.

Nous sommes exigeants. Nous posons d'autres questions : nationalisation pour quoi faire ? Que produire et comment ? Quelle place pour les travailleurs et les usagers ? C'est un sujet de désaccord avec nos camarades de la CGT. Ils nous disent notamment : « Les usagers d'acier, ce sont les patrons ». Pourtant, ceux qui utilisent les trains, l'automobile sont aussi des usagers de l'acier. Par exemple, le choix de tel type de voitures de chemin de fer, a, en amont, une conséquence sur la manière de produire l'acier. La CGT n'envisage que peu ces questions. Elle les renvoie aux partis, à l'exercice du pouvoir politique (type d'industrialisation, de gestion démocratique...).

Nous avons commencé à discuter, syndicalement, les problèmes d'une nationalisation. Quelle autre politique industrielle peut-on exiger ? Quelle place prendront les travailleurs dans une nationalisation ? La CGT et le PCF avancent l'idée d'une société nationale de la sidérurgie. Nous sommes pour une structure de coordination de ce type. Mais nous souhaitons également un éclatement de la sidérurgie en plusieurs sociétés nationalisées, décentralisées, pour éviter une étatisation, une centralisation excessives. Les travailleurs devront être en prise directe avec les décisions. Il faut également, qu'au niveau de chaque unité de production, le contrôle et les choix des travailleurs s'appliquent : groupe homogène de production, conseil de base, le nom n'est pas encore fixé. Il ne suffira pas en tout cas d'une représentation au sein d'un conseil d'administration.

Des structures de gestion par exemple pourraient comporter, selon nous, deux « étages ». D'une part, les travailleurs d'un même secteur, le « groupe homogène de production », toutes catégories confondues, élimineraient des délégués au conseil de l'entreprise dans lequel ils seraient majoritaires. D'autre part, chaque réunion de ce dernier serait précédée et suivie d'une assemblée du groupe homogène de production pour préparer et examiner les décisions avec possibilités de recours. Des possibilités de recours portant sur les objectifs industriels seraient accordées aux organismes du plan et, sur la manière de produire, aux travailleurs.

Ces propositions sont imparfaites. Elles font l'objet d'une réflexion, d'un débat interne, des sessions dans toutes nos sections d'entreprises. Au congrès de la fédération de la métallurgie, en novembre, nous aurons abouti à une position plus complète. Nous trancherons politiquement.

Des commentateurs, à l'extérieur de l'organisation, nous ont dit que notre conception autogestionnaire ne serait valable que dans une conjoncture économique favorable. Dans le cas inverse, il faudrait attendre quelques mois, voire quelques années de plus. A cela, nous répondons que l'autogestion n'est pas la médaille en chocolat des conjonctures hautes. Elle est viable et doit être mise en place quelle que soit la conjoncture. Elle nous paraît constituer une

réponse, y compris à la situation de crise actuelle.

Nous partons du constat que les investissements actuels, au lieu de servir à améliorer les conditions de travail, visent à augmenter la productivité et à supprimer des emplois. Le

Exemple d'utilisation des fonds

— *Creusot-Loire à Saint-Chily d'Apcher :* On décide d'investir pour deux milliards de francs pour quadrupler la capacité d'un laminoir à froid. Or pour travailler sur un laminoir à froid, il faut un approvisionnement et une possibilité d'écoulement correspondant. La capacité du four à recuire de Saint-Chily était de 50 000 tonnes par mois, alors qu'on a augmenté la capacité du train de laminoir à 200 000 tonnes/mois. L'investissement de deux milliards n'a donc été rentable qu'au quart. ■

coût de ces suppressions d'emplois est supporté par les travailleurs et les collectivités. Cette dissociation entre coût industriel et coût social devra être cassée.

Faire un discours sur la nationalisation aujourd'hui peut consister, comme le PCF l'a fait en Lorraine, à organiser un référendum disant : « Oui à la satisfaction des revendications essentielles, oui au maintien de l'emploi, oui à la nationalisation » sur un bulletin, et « non » sur l'autre. Ça nous apparaît un peu simpliste et irréaliste.

Au lieu de cela, *nous voulons préserver l'essentiel :* réaliser les investissements permettant de saturer le marché français, de couvrir les besoins non satisfaits, soit 6 millions de tonnes d'acier. Ils permettraient de créer 15 000 emplois. Nous avançons, de plus, la création de la cinquième équipe. Les gens qui fonctionnent actuellement en 4 X 8 font des semaines de 56 heures d'affilée. Toutes les statistiques montrent que les accidents se produisent, dans quatre cas sur cinq, le sixième et le septième jour. Si on passait à la cinquième équipe, on ne travaillerait plus que cinq jours. On diminuerait le nombre d'accidents et le coût du chômage. Moins de chômeurs, moins d'assistés.

Voilà pourquoi nous nous battons sur cet axe revendicatif ainsi que pour une réduction massive des horaires et la retraite à 60 ans pour tous (et 55 ans pour les « postés »). La réalisation de ces mesures nécessite des investissements dont le montant n'excède pas 2,4 % du chiffre d'affaire actuel de la sidérurgie. Mais elle assurerait 25 000 emplois nouveaux. Quand on voit la situation en Lorraine, on se rend compte que ces propositions devront être prises au sérieux. ■

(1) CECA : Communauté Européenne pour le Charbon et l'Acier.



crise de la gestion et gestion de la crise

La crise économique et la récession que connaissent les pays capitalistes depuis 1974, ont frappé plus vivement la sidérurgie mondiale. Il ne s'agit pas d'une coïncidence. Cette branche, située en amont de la production, subit brutalement tous les à-coups. Après une phase de pleine expansion, elle connaît une chute importante. La concurrence sévit. Mais le patronat se sert de cette crise au mieux de ses intérêts...

La production et la première transformation de l'acier sont des activités situées en amont des autres industries, loin de la réalisation finale. Elles exigent un équipement lourd, spécialisé, non substituable : on ne fabrique pas des poutrelles avec un laminoir à larges bandes ou un train à fil ; toutes les variétés d'acier ne peuvent être produites par toutes les aciéries. Immobilisation de capitaux et de matériel, deux caractéristiques qui rendent la sidérurgie très sensible aux fluctuations générales de l'économie capitaliste, à celles, plus spécifiques, de certaines activités (automobile, bâtiment, équipement, construction) avec toutes les conséquences classiques : stockage, puis déstockage, spéculation sur la hausse ou la baisse des prix, défaut d'information et manque de planification du processus productif.

l'imprévoyance

L'industrie sidérurgique est une branche cyclique même en période de croissance régulière et élevée. En France, depuis 1945, ces cycles se reproduisent, en général, tous les

Les capitalistes n'avaient pas prévu la récession mondiale, accentuée par les politiques déflationnistes de leurs gouvernements. Les patrons européens annonçaient même une insuffisance de capacité de production en 1980 et avaient mis en route les investissements correspondants. Programmés des années à l'avance, ils entraînent aujourd'hui une surcapacité générale d'autant plus forte que la récession a suivi une phase d'expansion intense, de hausse considérable du prix de l'acier, de spéculation, de stockage en 1974. Mais on surestimait la croissance de la consommation. Ainsi en France, le 6^e Plan prévoyait 5,3 % de croissance par an de 1969 à 1974, au lieu des 3,8 % réellement réalisés. L'usine Solmer à Fos est un des fleurons de ce manque de prévoyance. Dans la boue, l'insécurité, le productivisme et la mort, il fallait la construire le plus rapidement possible.

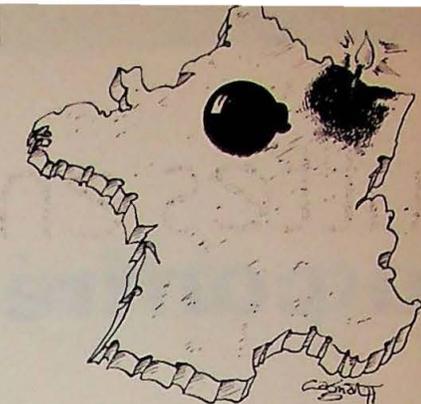
A cette surcapacité européenne s'ajoute la nouvelle concurrence des pays du tiers-monde, jusqu'ici clients traditionnels. Au Moyen-Orient, la production sidérurgique actuelle (1,5 million de tonnes) devrait passer d'ici quelques années la consommation

visme, conditions de travail aggravées, blocage des salaires, chômage conjoncturel, licenciements, répression antisyndicale, abandon de régions entières, appel et utilisation des fonds publics pour financer les nouvelles installations et infrastructures, voilà le prix à payer pour la compétition capitaliste.

Les patrons s'efforcent de limiter les risques pour eux-mêmes. Limiter la concurrence en se regroupant devient le premier objectif. Ainsi le cartel « Denelux », qui réorganisait les sidérurgies allemandes, néerlandaise, belge et luxembourgeoise, a été récemment remplacé par Eurofer, en s'associant les Français, les Italiens et les Britanniques. Dans cette instance les patrons se concertent pour empêcher qu'une concurrence trop dure ne conduise à une baisse durable des prix.

La Communauté économique européenne (CEE), elle-même, a été invitée à mettre en place un plan anticrise fixant des quotas contractuels de production par grand groupe et peut-être bientôt des prix planchers. S'il y a guerre entre les patrons, il y a en même temps entente lorsque leur intérêt collectif est menacé. L'inter-nationale des trusts fonctionne...

« Résultats en perte de vitesse », « crise structurelle » : les patrons se lamentent. Mais dans le même temps, ils utilisent la crise au mieux de leurs intérêts. C'est l'occasion, pour eux, de laisser tomber tout ce qui rapporte peu : on restructure ; l'occasion aussi de racheter à bas prix des



Empain). Grâce à cette opération, elle tient une bonne part du marché des aciers spéciaux, des usines « clés en mains », du secteur nucléaire. Entrée dans la crise en pleine déconfiture, après des années d'échec (le dernier en date fut l'obligation de faire appel à Usinor pour pouvoir achever la construction de la Solmer), la société de la famille De Wendel est de nouveau puissante, organisée, autonome : Merci la crise !

De telles opérations montrent bien qu'il ne faut pas confondre les difficultés productives d'une branche, la sidérurgie, et celles du capital qui y est engagé. Il y a, sur ce sujet, un double discours patronal. Ainsi au moment où, fin 1975, Sacilor (De Wendel) mettait les ouvriers lorrains en chômage partiel, faute de commandes, sa filiale Nozal (Comptoir des ventes) avait les stocks les plus bas jamais enregistrés !

la concurrence japonaise

Les pays de la CEE ont toujours été les plus gros exportateurs d'acier en Europe et hors de l'Europe. Dans ces derniers pays, ils sont progressivement supplantés par le Japon. Quelques chiffres de production le démontrent. Début des années 50, CEE : 50 millions de tonnes ; Japon : 5 millions. En 1974, CEE : 150 millions de tonnes ; Japon : 120 millions. Les exportations suivent une courbe encore plus ascendante : 1975, Japon : 53 % ; CEE : 47 % ; 1976, Japon : 69 % ; CEE : 31 %.

L'origine de ce phénomène, c'est bien sûr le taux de croissance extraordinairement élevé de la sidérurgie japonaise où les salaires sont plus bas qu'en Europe, tandis que les formes de contrat salarial (emploi garanti à vie dans le trust) entraînent les entreprises à chercher la vente par tous les moyens avant de licencier. La sidérurgie européenne dans son ensemble a perdu des marchés internationaux au profit de cet adversaire de taille. En France, par exemple, les exportations en tonnage ont diminué de moitié de 1975 à 1976.

Alors que, jusqu'à présent, la CEE dirigeait la formation des prix de l'acier et les conditions de vente au niveau mondial, ce sont maintenant le Japon et les nouveaux venus qui les déterminent. Le nivellement se faisait par le haut, il va se faire par le bas. En France, où un tiers de la production est exportée, les conséquences sont lourdes. Pour résister à ces concurrents, dotés de matériels neufs et hautement productifs, le patronat n'hésite pas : il pèse sur les salaires, augmente le taux de productivité. Les grandes manœuvres amorcées en Lorraine en sont l'illustration.

à suivre

Dans un prochain numéro de TS, un autre dossier sidérurgie examinera :

- les conditions de travail ;
- le travail posté ;
- l'exemple d'Usinor-Dunkerque ;
- que produire ?
- nationaliser ? Comment ?

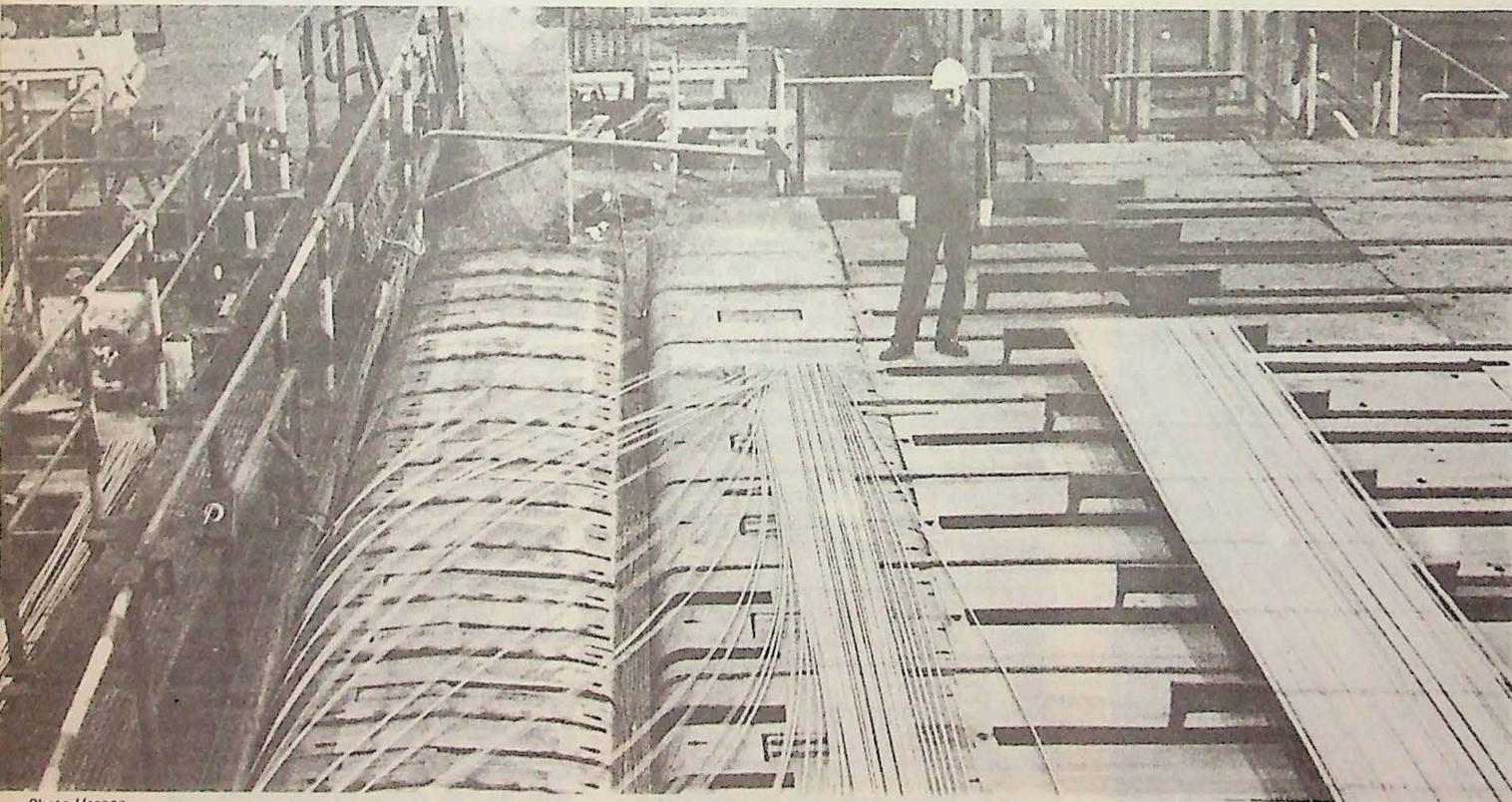


Photo Horace

quatre ans. Qu'a peut-il en être en période de récession ? On doit s'attendre alors à des phases de croissance brutale, suivies d'autres marquées par la chute des prix, le chômage partiel, les licenciements, la mise au rebut et le gaspillage d'équipements. C'est ce fléau que connaissent les travailleurs de la sidérurgie française aujourd'hui, tribut payé à la régulation capitaliste et la concurrence.

locale (10 millions de tonnes). L'Iran produira 15 millions de tonnes dans cinq à dix ans. En Espagne, au Brésil, des aciéries fonctionnent déjà.

merci la crise !

Chaque groupe capitaliste, chaque classe dirigeante bourgeoise, s'efforce de repasser l'addition aux travailleurs de la branche : producti-

entreprises intéressantes, mais en difficulté en matière de crédit : la concentration financière consolide les empires.

Ainsi en France, la Compagnie lorraine industrielle et financière (CLIF), créée par le trust De Wendel, crie famine pour ses activités sidérurgiques ; elle a tout de même réussi, depuis le début de la crise, à prendre le contrôle de Creusot-Loire (conjointement avec le groupe belge du baron

luttons en classe

au congrès du SGEN

Le SGEN à Grenoble (en amphithéâtre, mais pas à ski) : plus de six cents délégués — dont la moitié de femmes — de toutes les académies et des « sections nationales professionnelles ».

Des présences et des messages significatifs : les CEMEA, la CSCV, par exemple ; des interventions comme celles de la Fédération de l'enseignement privé — présente pour la première fois dans l'histoire des congrès du SGEN — qui a rappelé la nécessité d'« œuvrer pour un service unique de l'enseignement », de la Centrale des enseignants du Québec, de l'Institut coopératif pour l'école moderne (Mouvement Freinet), du MAS et des organisations de travailleurs de Catalogne et d'Espagne...

Un congrès en deux temps : le lundi 28 mars, en matinée, ouverture de l'assemblée plénière du congrès du Syndicat général, et débat sur le rapport d'activité présenté par le secrétaire national sortant, François Garrigue, auxquels ont succédé les assemblées générales des SNP (agents, bibliothèques, techniciens du supérieur, administratifs et intendance, recherche... pour les personnels ATO SS ; et les premier degré, CET, grand second degré, supérieur, pour les enseignants). Les SNP ont débattu des rapports d'activité et d'orientation pour chaque branche, de textes « spécifiques », élu leurs nouvelles commissions exécutives (CE) et apporté leurs contributions à la résolution générale du SGEN.

Le Syndicat général a ensuite repris ses travaux, d'abord en commissions portant sur les amendements proposés à la résolution générale et à son annexe « L'école de base » (le rapport d'orientation présenté par l'équipe candidate aux responsabilités nationales n'étant pas amendable), puis en assemblée plénière. Les amendements débattus et adoptés — ont mis l'accent sur les problèmes les plus épineux :

● *La démocratie syndicale*, tout d'abord, a dominé tous les débats du congrès ; les critiques portées à l'activité du bureau national sortant, et de son représentant à la CFDT, R. Lépiney, ont toutes traité de l'attitude du SGEN lors de la décision prise par la CFDT de suspendre l'UD de Gironde ; si cette question a d'ailleurs permis à l'académie de Bordeaux d'apporter des informations précises sur le fonctionnement de l'UD et de l'union régionale aquitaine, et de faire savoir qu'elle votait majoritairement les rapports d'activité et d'orientation, elle a également permis à l'académie de Lyon de faire intégrer à la résolution générale un texte — adopté à une forte majorité — qui témoigne d'une méfiance assez profonde envers la capacité de la nouvelle équipe à respecter et développer la démocratie au sein du syndicat.

● *La fédéralisation du SGEN*, présentée comme l'amorce d'un processus

de transformation du SGEN en une fédération de syndicats, lui permettant d'adopter des structures équivalentes à celles des autres branches professionnelles de la CFDT, a rencontré d'assez fortes oppositions, à Lille, par exemple ; son principe a néanmoins été adopté par le congrès par 63,43 % des mandats.

Les autres parties de la résolution générale adoptée après amendements par 60,57 % des mandats : analyse de l'école et projet de « l'école de base » (adopté après amendements par 59,40 % des mandats), réaffirmation de la priorité aux luttes antihierarchiques et à l'emploi, élaboration de l'action revendicative (« Résolution Action » adoptée par 75 % environ des mandats) à partir de l'affirmation de la « titularisation immédiate des non-titulaires », ont été l'objet de discussions plus « internes » au syndicat. Mais il faut insister sur la présence constante, dans tous les textes et les préoccupations des congressistes, des échéances de 1978.

Ainsi, dans tous ces débats, souvent agités, est intervenue une « opposition », dont le « noyau » était formé des quatre académies de Créteil, Rouen, Caen et Nantes ; dès novembre 1976, elles avaient fait connaître leurs positions dans la « Déclaration des 25 », qui affirmait la nécessité, pour le courant héritier de mai 68, de s'exprimer dans le SGEN et la CFDT, pour leur permettre de « maintenir leur autonomie par rapport aux stratégies politiques en présence, et notamment par rapport aux forces du programme commun ». Des signataires de cette contribution de Dijon et Poitiers avaient rejoint l'équipe nationale candidate présentée par Roger Lépiney.

Selon les amendements en présence, cette « opposition » a été rejointe par d'autres académies, de façon diversifiée, et souvent rendue confuse par les votes contradictoires de ces dernières. Mais elle n'est pas apparue comme porteuse d'une stratégie globale alternative et qu'elle n'a pas pu former une équipe nationale à opposer à celle de R. Lépiney. Les autres académies qui sont réguliè-

ment intervenues dans le débat, en soutien à l'équipe de R. Lépiney, mais avec des propositions autonomes, ont été celles de Versailles, du Bas-Rhin, de Nancy, de Rennes et de Dijon.

L'élection de la nouvelle équipe a été acquise à une faible majorité : 55,97 % des mandats pour ; 14,31 % contre ; 24,45 % d'abstentions.

Pour que le congrès du SGEN ait une portée réelle pour le proche avenir, les nouveaux responsables nationaux élus pour trois ans devront s'affirmer en tant qu'équipe — crédible — qui ne pourra rester aussi discrète qu'elle le fut pendant le congrès, et mettre en œuvre aussi

d'éducation « permettant l'intervention des travailleurs sur les problèmes de formation initiale et continue ». En outre, il est de la responsabilité du SGEN « d'arracher le milieu enseignant à l'influence corporatiste de la FEN ».

Quant à la situation actuelle, et aux perspectives d'avenir, E. Maire a affirmé avec force « la nécessité d'actions de masse, et d'initiatives à tous les niveaux », et celle de « l'autonomie de la CFDT ». En dénonçant « l'attentisme préélectoral, négation de la lutte comme moyen de changement social », et « la vieille coupure, dramatique pour le mouvement ouvrier,



bien les décisions d'actions que les propositions élaborées par les congressistes.

Restera encore au SGEN à se définir — concrètement — par rapport aux grandes orientations de la CFDT rappelées par E. Maire dans une importante déclaration aux congressistes : la place et le rôle du SGEN au sein de la Confédération, « seule organisation autogestionnaire de masse », sont liés à la nécessité d'agir et d'élaborer en commun des objectifs de transformation en matière

entre la lutte économique (confiée aux syndicats) et la lutte politique (confiée aux partis) », il a insisté sur la nécessité « de lutter dès les premières mesures » prises par un gouvernement de gauche « contre la division sociale du travail » et de « faire de la dimension autogestionnaire la dimension centrale », après avoir rappelé le refus de la CFDT, face au Programme commun, aussi bien de « l'intégration que du débordement ».

Stéphane LYLAN ■

entretien avec Roger Lepiney, secrétaire national du SGEN-CFDT

T.S. : Quelle stratégie d'« objectifs de transformation » le SGEN propose-t-il ?

Roger Lepiney : Nous voulons assurer le lien entre nos luttes quotidiennes et nos perspectives autogestionnaires, assurer la convergence et l'enrichissement des luttes décentralisées et la cohérence de nos revendications immédiates.

Nous prétendons écartier ainsi la stratégie de l'affrontement recherché pour lui-même, comme celle du pourrissement, ou la stratégie de contre-plan ou de contre-réforme qui conduit le plus souvent d'une logique de contestation à une logique de gestion, stratégie contraire à notre conception du rôle de l'organisation syndicale.

Nous définissons donc des revendications immédiates et des objectifs d'action cohérents avec ces objectifs de transformation, en prenant en compte, au point de départ, la réalité vécue et l'expérience du mouvement ouvrier. Dans l'état actuel du débat, notre stratégie apparaît clairement :

- une analyse qui dénonce nettement la politique gouvernementale et patronale de restructuration de l'ensemble de l'économie et du système de formation. Cette analyse met en évidence les trois raisons immédiates que nous avons de développer l'action syndicale :

- la droite est encore au pouvoir et met en œuvre sa réforme de classe ;
- en cas d'échec de la gauche en 1978, l'action syndicale restera le recours des travailleurs ;

- la victoire de la gauche en 1978 ne sera une victoire des travailleurs que si elle s'inscrit dans un mouvement général de mobilisation et d'action des travailleurs pour faire aboutir leurs revendications.

- une plate-forme qui maintient la priorité aux problèmes d'emploi, de réemploi et de titularisation immédiate des non-titulaires et hors-statuts. Cette lutte ne peut pas être séparée de nos revendications pour la progression non hiérarchisée du pouvoir d'achat, pour la réduction des inégalités et l'amélioration des droits sociaux.

T.S. : Quels mots d'ordre prioritaires et immédiats d'action avez-vous définis ?

R.L. : Nos propositions manifestent notre volonté de développer l'action dès ce troisième trimestre, en unité d'action, et d'aller de l'action décentralisée à une action généralisée au plan national.

La proposition de grève reconductible peut paraître arbitraire ; elle est liée à un calendrier de délibération.

Assurer la garantie immédiate de réemploi et de titularisation des non-titulaires et hors-statuts, mettre en

échec les décrets, arrêtés et circulaires d'application des réformes, exigent de telles initiatives. Ainsi, si un affrontement de plus grande ampleur devient possible, nous entendons être un élément déterminant de mobilisation et prendre toutes nos responsabilités.

En tout cas, l'efficacité de notre action à la rentrée de septembre 1977 dépend pour une large part des luttes qui auront été menées au cours de ce troisième trimestre.

T.S. : Le congrès du SGEN s'inscrit-il dans la logique de la CFDT ?

R.L. : Nous devons veiller à maintenir dans notre organisation une démarche syndicale. Elle consiste à élaborer nos positions à partir de notre pratique, de notre action syndicale, des analyses des débats internes, en intégrant les apports historiques du mouvement ouvrier.

Ainsi, la CFDT a élaboré, dès 1959, à partir de sa pratique, la nécessité d'une planification démocratique. La CFDT n'a pas importé l'autogestion de Yougoslavie ; elle a exprimé, par cette option fondamentale, une aspiration plus ou moins confusément ressentie par notre organisation, qui a rencontré et partagé le mouvement social qui s'est développé depuis 1968. La CFDT a d'abord fait l'expérience de la lutte des classes dans son action avant de l'introduire dans ses positions.

De la pratique vers les positions et vers l'extérieur. Non l'inverse. Telle est la pratique syndicale, le syndicat étant d'abord un mouvement social et non un mouvement d'idées, et une réflexion sur cette expérience sociale.

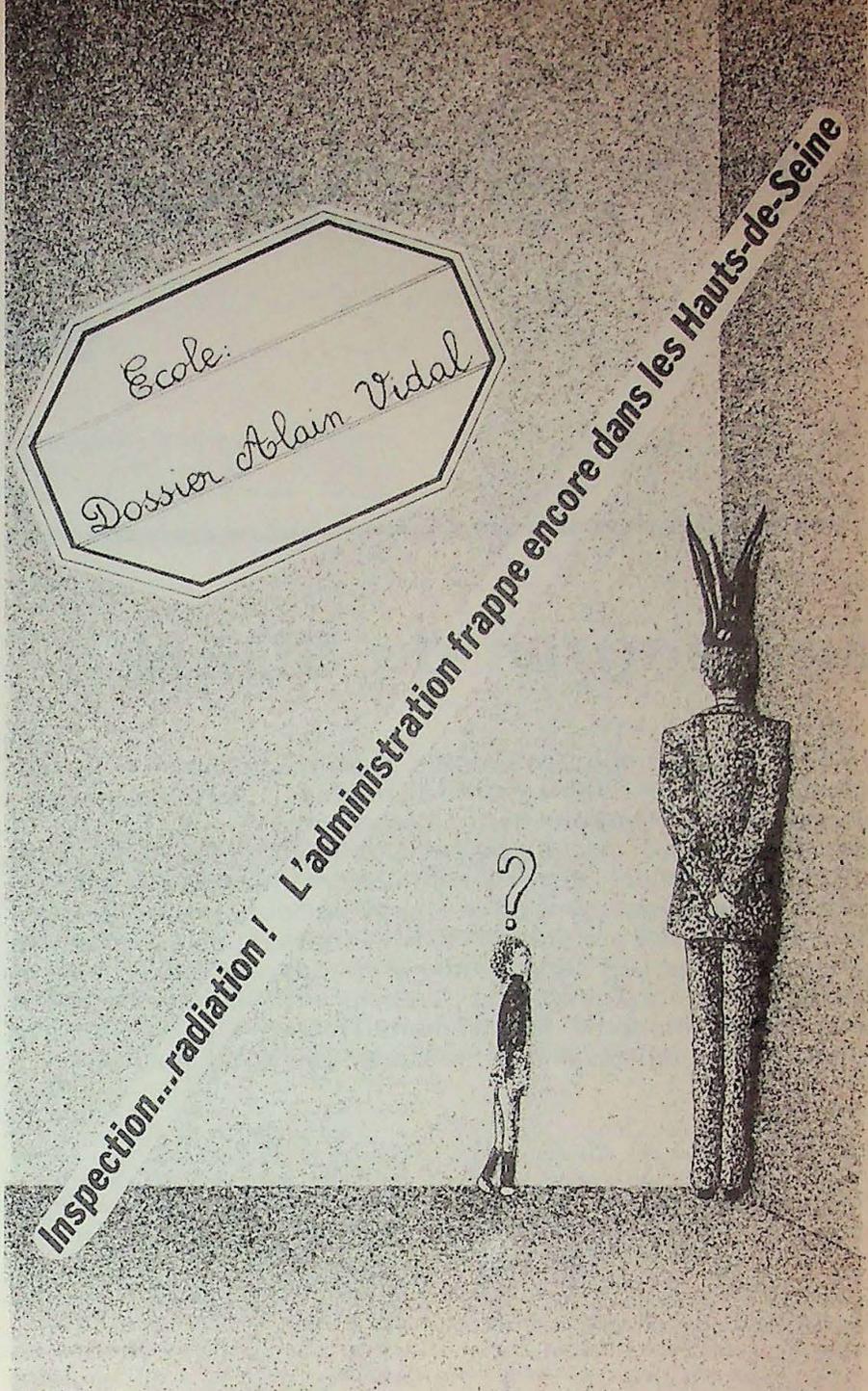
T.S. : Quel est l'avenir du SGEN, compte tenu des difficultés des échéances à venir ?

R.L. : L'avenir du SGEN est lié à celui de la CFDT. Pour nous, si la gauche occupe le pouvoir, ce qui sera décisif ce seront les initiatives significatives pour changer les relations de travail, les rapports sociaux dans la société civile et transformer le système éducatif. Par exemple, la mise en place des « équipes éducatives », le droit de libre organisation et libre intervention pour les jeunes...

Face à un gouvernement de gauche, la position syndicale sera : « ni intégration ni débordement ».

Il ne s'agit nullement de méconnaître la dimension politique de notre action ; mais nous refusons de substituer une analyse faite en termes de courants politiques à une analyse syndicale élaborée à partir des délibérations des travailleurs réunis en section syndicale.

Propos recueillis par
Claude WEIDMANN ■



l'affaire Alain Vidal

Le dossier Alain Vidal ? Il se résume en quelques phrases : enseignant remplaçant depuis quatre ans, il « tourne » de Nanterre à Rueil, de Meudon à Suresnes, de Boulogne à Nanterre encore, puis à Gennevilliers. Chargé chaque fois de classes que tout le monde s'accorde à reconnaître « difficiles » : classes de préapprentissage à Nanterre ; « section d'éducation spécialisée » à Gennevilliers.

Et depuis quatre ans, il réclame au moins un stage de formation pédagogique qui lui permettrait de mieux adapter son enseignement aux besoins d'enfants dont le « profil » est bien connu : retard scolaire (en classe de 5^e, certains ne savent pas lire), agressivité, fatigue, agitation, échec... A Gennevilliers, Alain reçoit deux fois la visite de la conseillère pédagogique (aucun compte rendu écrit de ses conclusions lui est fourni). Puis, par quatre fois en un mois, la visite de l'inspecteur d'académie, M. Flamand, venu effectuer une enquête à la demande de la directrice. La conclusion de l'inspecteur : « J'ai rencontré l'enfer ». Va-t-il proposer enfin à Alain Vidal le stage de formation que celui-ci réclame

depuis quatre ans ? Non : il demande sa radiation.

La défense d'Alain Vidal organise : un tract syndical est diffusé dans tout le département des Hauts-de-Seine (connu pour son administration répressive : rappelons-nous la radiation de Robert Pelletier, l'exclusion des maîtres auxiliaires Baraud et Wouters...), pour réclamer l'arrêt de la procédure de radiation et le maintien d'Alain Vidal dans l'enseignement avec formation. Une pétition de soutien circule parmi les enseignants. Le 28 mars la commission administrative paritaire départementale a décidé le report de la radiation d'Alain Vidal pour complément d'information. Mais l'affaire n'est pas classée. (A suivre.) ■

annonce

Denis Lochu (« L'Étang » 53440 Aron) propose une association sur son exploitation agricole (44 ha en élevage bovin dans la Mayenne). Possibilité de joindre une activité non agricole d'accueil, d'échange. Connaissance nécessaire du travail pratique en agriculture. Pour informations complémentaires, lui écrire directement. ■

et pourtant elle tourne...

L'Europe truquée : entretien avec Claude Bourdet

— Conçue sous le signe de l'antisoviétisme, inscrite dans un cadre atlantique, l'Europe, telle qu'elle est, et telle que proposent de la figer les partisans de l'élection du Parlement européen au suffrage universel, ne peut que se transformer en super-Etat européen fermé sur lui-même, dominé par l'Allemagne fédérale, lié indissolublement aux intérêts américains ; tout pas en avant vers sa cristallisation en système supranational ne pourra que fournir aux dirigeants et classes dominantes ouest-allemands et américains des armes pour saboter une éventuelle expérience à gauche (à participation communiste) à Rome ou à Paris.

— Les inconvénients réels de l'alliance atlantique — ou de toute autre alliance militaire, à l'Est comme à l'Ouest — ne répondent à aucune *nécessité* alors que le non-alignement est possible et serait avantageux.

— La force de frappe française, loin d'être dissuasive, transforme, en cas de conflit, la France en cible préférentielle et endort, derrière l'espèce d'« atmosphère Maginot » qu'elle a créée, toute recherche militaire sérieuse — celle d'une stratégie de guerre populaire sans laquelle la défense est un leurre. Intégration européenne, alliance atlantique, défense nucléaire française : trois mythes qu'on ne peut aujourd'hui mettre en cause sans être soupçonné d'hérésie. Trois mythes qui cachent des intérêts puissants et précis. Trois mythes auxquels se sont laissé duper même des formations de gauche alors qu'ils constituent une menace pour le mouvement ouvrier et paysan. Claude Bourdet entreprend, dans *l'Europe truquée* (publiée chez Seghers) d'en montrer les véritables implications politiques. A l'heure où les Assemblées parlementaires nationales s'apprêtent à décider l'élection du Parlement européen qui bloquera définitivement toute possibilité de changement, il met en garde le mouvement ouvrier et les partis de gauche contre toute adhésion à une Europe « truquée » par le jeu des grandes puissances. Mais n'est-il pas déjà trop tard pour se battre ? Et sinon, comment se battre et avec quelles forces ? Claude Bourdet répond ici aux questions de *Tribune socialiste*.

T.S. : Dire « non », à l'Europe n'est-ce pas guerroyer contre les moulins à vent ?

Claude Bourdet : Je ne dis pas « non » à n'importe quelle Europe. Mais à l'Europe telle qu'elle est, bâtie sous le signe de l'atlantisme et de l'anticommunisme, et telle qu'on nous la prépare, en bloquant tous les processus d'évolution en cours. Le monde de l'Est évolue lentement, mais il évolue ; dans 20 ans, 50 ans, un siècle peut-être, que seront la Russie et les démocraties populaires où des équipes plus jeunes, moins influencées par le stalinisme, occuperont tôt ou tard le pouvoir ? Une France et une Italie gouvernées « à gauche » ne seront pas sans influence en Europe occidentale ; qu'elles se détachent peu à peu du système atlantique, qu'elles refusent de se fermer dans un super-Etat dominé par l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis, peut-être deviendrait-elle une référence crédible pour des pays tels que la Suède, la Yougoslavie, l'Autriche ou la Norvège... Certes, on ne peut signer des traités sur le futur. Mais les conditions dans l'Europe du

début du XXI^e siècle n'aurons rien à voir avec les conditions d'aujourd'hui. Il serait absurde de fermer l'Europe occidentale ; car l'Europe une fois constituée en système supranational ne pourra pas plus s'ouvrir, que l'Etat bismarkien une fois constitué en nation n'a pu s'agrandir autrement qu'en annexant ses voisins.

T.S. : Pour bloquer toute construction irréversible de ce super-Etat européen et atlantiste, tu sembles compter beaucoup sur la prise de conscience des dirigeants du parti socialiste — auquel ton livre s'adresse prioritairement ?

C.B. : Je m'adresse aux dirigeants et aux militants du parti socialiste, c'est vrai. Mais, au-delà d'eux, je m'adresse à toute cette masse de Français qui ont des réactions disons « de gauche », qui, sans être d'un parti forcément, votent socialiste, communiste, ou PSU, mais qui sont mystifiés par le problème européen.

Mystifiés parce qu'on leur a longtemps présenté l'idée européenne comme une idée progressiste. Et



Photo Tribune socialiste

parce qu'il y a un consensus très large, de Giscard à François Mitterrand, pour dire que l'élection du Parlement européen au suffrage universel ne changera rien. Chirac lui-même, qui combat cette construction européenne, se bat assez sottement — ou bien, est-ce par calcul ? — en affirmant qu'il s'agit d'une opération de parlementaires bavards dénuée d'importance.

Or, c'est faux. Ce processus va, à terme, modifier le destin des Français. Willy Brandt a dit, il y a quelques jours, que ce Parlement européen, sitôt créé, devrait se transformer en assemblée constituante pour établir une Constitution européenne à laquelle les Constitutions des Etats ne pourraient évidemment opposer aucune défense. Le super-Etat européen ne tardera pas à se doter d'une structure militaire européenne que soutiendront des bourgeoisies apeurées par le développement du mouvement ouvrier. Que feront, contre ce projet d'intégration militaire, les Parlements nationaux qui auront abdiqué de leurs droits entre les mains de la Constituante ? Chirac réclame des « garanties » ; c'est une plaisanterie. Imagine-t-on les provinces françaises, à l'heure de la Révolution de 89 demandant des « garanties » à la Convention ? Même si un pacte était signé entre les Etats européens — et encore faudrait-il que l'Allemagne le signe —, ce pacte ne tiendrait pas cinq ans devant la pression de l'Assemblée européenne.

T.S. : Beaucoup de gens pensent que l'autonomie d'un pays dépend de sa protection douanière. Que tombent ces barrières douanières — et le Marché commun les a abba-tues entre les Neuf — toute garantie d'indépendance s'évanouit. La création d'un super Etat n'aggraverait donc rien.

C.B. : Beaucoup le pensent. Mais c'est faux. Beaucoup plus que les droits de douane, compte la liaison étroite entre chaque administration nationale et les structures des producteurs et des consommateurs d'un pays. Que s'affaiblisse cette liaison — et c'est ce qui se passera avec la création d'instances supranationales —, les véritables protections s'effondrent. Ce n'est que par un chantage continu que le gouvernement français a pu faire prévaloir une protection exceptionnelle — même si elle est imparfaite — pour les paysans français au sein du Marché commun. Si, demain, les décisions de l'Assemblée européenne prises à la majorité alors qu'aujourd'hui la règle de l'unanimité joue au sein des orga-

nismes communautaires, s'imposent parce que la France aura renoncé à sa souveraineté, il est douteux que les agriculteurs français conservent le statut particulier qui est le leur aujourd'hui : les « gros » exploitants s'en sortiront ; les autres... « s'adapteront ». C'est un exemple concret, parmi beaucoup, mais il est éclairant.

T.S. : Que proposes-tu et à quelles forces, pour arrêter le processus en cours ?

C.B. : Il faut tout d'abord faire repousser la décision : en empêchant qu'en mai ou juin, qu'avant le congrès du parti socialiste, l'Assemblée nationale et le Sénat ne votent, à l'esbrouffe, le projet de loi sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Ce vote enterrerait définitivement un débat qui doit avoir lieu.

Il doit avoir lieu d'abord au sein du parti socialiste. La grande majorité des militants de ce parti n'ont pas encore clairement compris les implications de ce projet, auxquels sont, il est vrai, hostiles le CERES et les amis de Pierre Joxe.

A cet égard, la responsabilité du PSU peut être grande. Certes, si nous arrivons à ébranler la position actuelle du parti socialiste, nous en tirerons pour nous-mêmes peu d'avantages. Au contraire, si nous échouons, nous capitaliserons, dans quelques années, le mécontentement de ceux qui auront été abusés et se détacheront d'un parti socialiste responsable de les avoir entraînés dans une sinistre aventure. Maigre consolation, quand nous serons englués dans un pseudo-socialisme de droite, allié à la social-démocratie dominante des pays nord européens.

T.S. : Concrètement, que peut proposer le PSU et dans quel cadre ?

C.B. : Concrètement ? Qu'un débat de clarification réunisse toutes les composantes de la gauche, du PCF aux gaullistes de gauche, de tous les courants du PS aux radicaux de gauche et aux deux centrales ouvrières...

L'idée d'une renégociation en vase clos du programme commun sur la question européenne, comme le voudrait Mitterrand, est insuffisante. Il ne s'agit pas de batailler sur quelques articles de programme. Avant de parler programme, il faut voir clair sur le problème. Et nombre de forces, qui ne sont pas partie prenante du programme commun, ont des choses à dire sur l'Europe — en particulier le PSU.

Si le parti socialiste refusait ce débat, il prendrait, pour l'avenir, une responsabilité écrasante.

propos recueillis par
Claude DESLHIAT ■

le désarroi italien

En février-mars, l'Italie a été secouée par des mobilisations spectaculaires et parfois violentes d'étudiants et de femmes, tandis que le mouvement syndical ouvrier essayait de résister aux attaques contre les conquêtes ouvrières. Trois caractéristiques essentielles :

- le mouvement des étudiants et le mouvement des femmes se sont manifestés en dehors des cadres politico-syndicaux du mouvement ouvrier, et parfois contre lui ;
- le syndicalisme ouvrier n'ayant pu maintenir son autonomie vis-à-vis du PCI et du PSI signe avec le gouvernement un accord mettant gravement en cause la garantie du pouvoir d'achat ;
- la gauche italienne dans toutes ses composantes s'interroge aujourd'hui sur la validité de la stratégie de « compromis historique » mise en œuvre par le PCI, qui soutient la Démocratie chrétienne en « s'abstenant » sans participer au gouvernement.

Tribune socialiste publie cette semaine la première des interviews recueillies à Rome par Bernard Ravenel parti enquêter sur place sur la situation. Nous commençons aujourd'hui par Vittorio Foa ; ancien responsable national de la CGIL (CGT italienne), V. Foa est un des principaux animateurs de la minorité du PDUP qui amorce un processus de fusion avec la majorité d'*Avanguardia Operaia*. TS donnera dans un prochain numéro une interview de Rossana Rossanda, dirigeante du PDUP.

T.S. : Comment peux-tu résumer la situation économique de l'Italie en ce moment ?

Vittorio Foa : Tout tourne autour du problème de la balance des paiements. Elle est très déficitaire en particulier pour deux postes : l'énergie (achat du pétrole) et l'agro-alimentaire (l'Italie dépend de l'étranger pour la viande).

En fait entre 1957 et 1973, la balance des échanges était positive — sauf en 1963 et en 1973 avec l'augmentation du pétrole et des matières premières. Mais, à partir de 1965, ont commencé les exportations de capitaux qui se sont fortement accrues après 1973, produisant ainsi un fort déficit de la balance des paiements. Ces mouvements de sortie de capitaux sont essentiellement spéculatifs et souvent liés à des attaques contre la lire.

Dans ce contexte, pour rétablir l'équilibre des échanges avec l'extérieur, la thèse du gouvernement et des capitalistes est de dire qu'il faut

exporter davantage et, pour cela, réduire la demande intérieure, donc les rétributions réelles, donc abaisser le coût du travail.

T.S. : Face à cette situation, quelle est l'attitude des syndicats ?

V.F. : D'abord les syndicats et la gauche ont résisté, puis ils ont accepté la logique du discours officiel. Tout a commencé le 26 janvier 1977 par un accord avec le patronat où, pour la première fois depuis 1921, les syndicats ont payé et n'ont rien demandé. On a accru la productivité, la mobilité du travail, la durée de la journée. Aujourd'hui, le problème est de bloquer les augmentations de salaires provoquées par l'échelle mobile.

T.S. : Et on en arrive au fameux accord gouvernement — syndicats imposé par le FMI pour octroyer son prêt...

V.F. : Les syndicats s'étaient engagés à ne pas modifier les mécanismes de l'échelle mobile. En fait les partis ouvriers étaient prêts à faire des concessions plus grandes : ils craignaient que le gouvernement ne tombe et qu'il y ait des élections. Les syndicats ont davantage résisté, mais les pressions politiques ont été plus fortes. On a donc « désensibilisé » certains coûts : transport, électricité, journaux, qui entraînent pour le calcul de l'échelle mobile.

Matériellement, ce n'est pas considérable. Mais c'est un précédent très dangereux : dans deux ou trois mois, il suffira d'une nouvelle spéculation contre la lire et on dira qu'il faut encore « désensibiliser ». C'est aussi la rupture de l'engagement des syndicalistes à ne pas toucher à l'échelle mobile. La faiblesse du syndicat a été d'accepter la thèse gouvernementale

sur l'explication du déficit de la balance des paiements et sur la façon d'y remédier.

T.S. : Il n'y avait pas d'alternative ?

V.F. : Mais si. Le gouvernement pouvait — et devrait — aller au siège du Marché commun, et dire que la situation de l'Italie est faible et que, si on n'accepte pas la suspension pendant deux ans de certaines clauses, on fait faillite... Pendant ce délai, il est possible de réduire certaines importations de voitures, de produits de luxe — dont la consommation s'est accrue grâce à l'inflation. Pour les produits importants, pour l'essence, la viande, on peut rationner avec une distribution plus égalitaire, sans augmenter les prix. Les syndicats ont choisi une voie capitaliste en attribuant aux salaires la responsabilité de l'inflation.

T.S. : Que penses-tu de l'attitude des syndicats à l'égard du mouvement étudiant ?

V.F. : Dans ce mouvement, les étudiants se sont socialement identifiés comme des gens qui ne trouveront pas de travail. Il existe donc une très grande responsabilité des syndicats à leur égard. Or, une partie d'entre eux a une position répressive vis-à-vis

des étudiants, considérés comme des petits bourgeois qui s'opposent aux ouvriers, n'ont pas envie de travailler, sont des parasites et des paresseux. Une autre tendance adopte une attitude paternaliste : « Vous êtes braves, mais nous ne posez pas les vrais problèmes ».

T.S. : Si les syndicats et les partis traditionnels de la classe ouvrière lâchent les ouvriers, les étudiants, cela doit ou devrait laisser un espoir pour la gauche « révolutionnaire » ?

V.F. : Les positions de la gauche révolutionnaire sont très faibles. Cela explique en partie la faiblesse du syndicat. Pourtant, comme tu le dis, les conditions objectives sont favorables. Le PCI évolue à droite, s'intègre chaque jour un peu plus ; il est en train de perdre des batailles politiques ; les étudiants sont contre lui, les chômeurs aussi ; mais les ouvriers sont plutôt perplexes.

Malgré tout cela nous sommes très faibles. C'est le produit de la grande victoire électorale remportée par le PCI en juin 1975 et confirmée en 1976. Aujourd'hui la désagrégation de la gauche révolutionnaire, la scission du PDUP sont l'effet retardé de la

Afrique australe : que fait la France ?

C'est le thème du débat organisé le samedi 23 avril de 14 h à 18 h à la Mutualité par différents mouvements « tiers-monde ». Le Comité anti-outspan, le MRAP et Amnesty international soutiennent cette rencontre qui débute par la projection du film : *La Dernière Tombe à Dimbaza*. Le débat sera animé par Jean-Jacques de Felice, avec la participation de journalistes et de mouvements engagés dans la lutte contre l'apartheid.

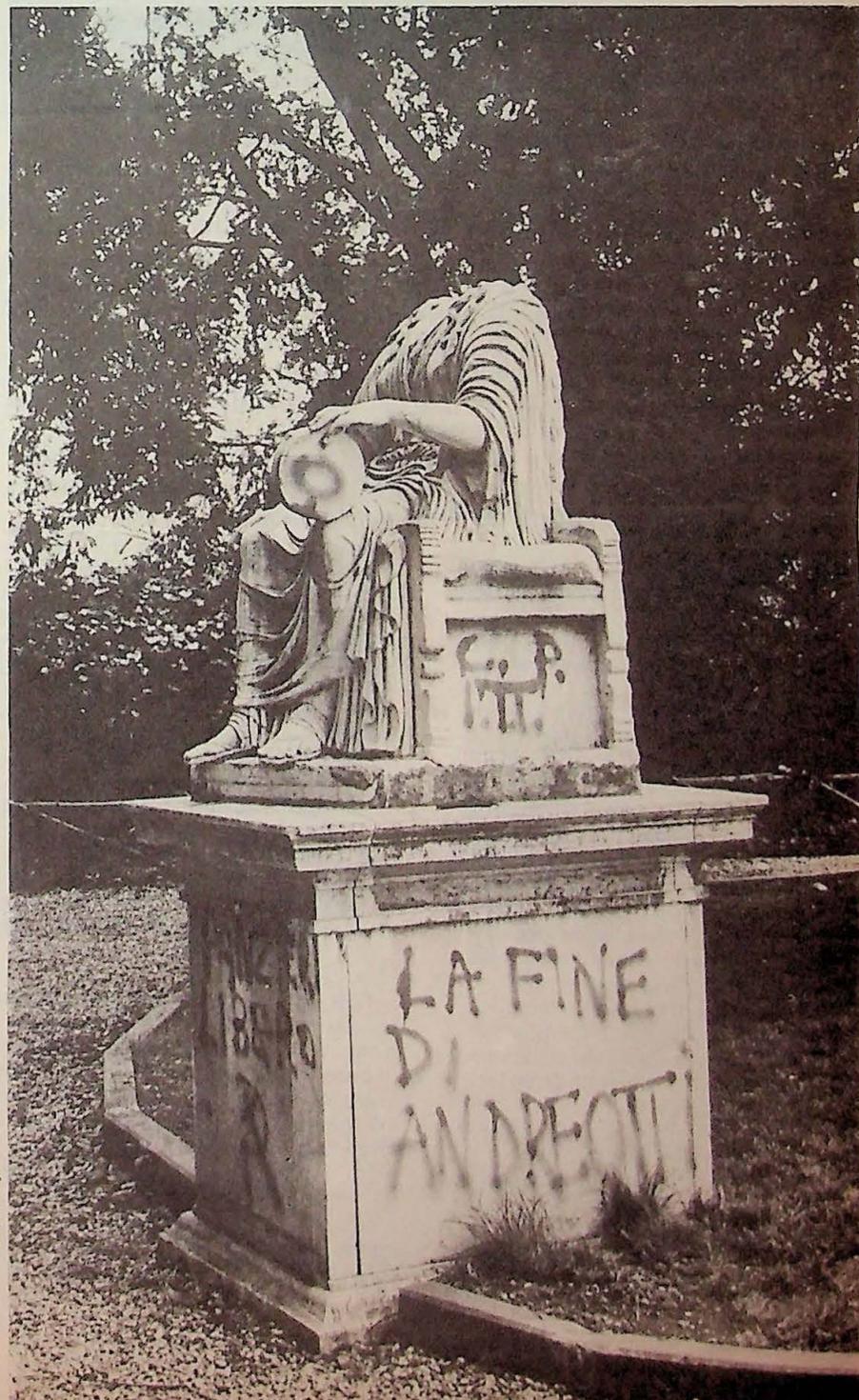


Photo Adja



Photo Adja

victoire du PCI. De plus, les féministes ont ébranlé la nouvelle gauche ; je ne me prononce pas sur le point de savoir si c'est bien ou mal, mais elles ont posé des problèmes nouveaux que les organisations révolutionnaires n'étaient pas capables de résoudre ni même de comprendre.

T.S. : Quelles sont donc les chances de la nouvelle organisation révolutionnaire qui résultera de la fusion de la minorité de PDUP avec la

majorité d'Avanguardia Operaia ?

V.F. : Ce sera très difficile : Jusqu'ici, nous avons imité les partis historiques, comme des petits singes, avec tous leurs défauts mais sans leur seule qualité : leur grandeur. Par rapport à un développement si fort des luttes sociales des femmes, des jeunes, des étudiants, des chômeurs et des ouvriers, il y a un terrain pour organiser un parti anticapitaliste et révolutionnaire. Il y faudra du temps.

Il faudra vaincre des résistances sectaires, le « divisionnisme ».

T.S. : Toujours sur le « mode léniniste » ?

V.F. : Il faut absolument reconnaître l'autonomie aux « sujets sociaux » : il ne s'agit pas de créer un cartel d'organisations politiques de type plus ou moins fédéral ; il faut établir un rapport flexible avec les organisations autonomes des secteurs sociaux. Il faudrait une phase d'expérimentation politique pendant plusieurs années

avec un centre politique très ouvert et des rapports souples avec les secteurs sociaux. Tu vois, ce n'est pas léniniste du tout !

Argentine

Jeudi 21 avril à 20h 30
120, rue Marcadet, Paris 18^e
projection d'un montage diapo sur l'Argentine organisée par le Comité de soutien à la lutte du peuple argentin (CSLPA).

chronologie italienne

9 février : 30 000 étudiants manifestent à Rome contre la réforme Malfati — qui veut instaurer une sélection sévère à l'université. Occupation de l'université. Fête continue de tous ceux que la ville a repoussés vers la périphérie.

12 février : occupation des facultés à Milan, Bologne, Palerme, Catane...

18 février : décision syndicale d'envoyer à l'université Lama, secrétaire de la CGIL, membre du PCI, pour expliquer la position des syndicats ouvriers. Refus des étudiants d'admettre ce qu'ils appellent la normalisation. Rupture des rapports ouvriers — étudiants.

19 février : autocritique partielle du PCI. Grande manifestation à Rome d'ouvriers auxquels s'adjoignent les étudiants chômeurs et les féministes contre le « gouvernement de l'abstention ».

21 février : grève ouvrière régionale sur l'emploi à Milan ; des milliers d'étudiants participent à la manifestation. Campagne de presse écrite et télévisée visant à la « criminalisation » de la lutte politique. Le ministre de l'Intérieur, Cossiga, annonce de nouvelles mesures de police.

22 février : la Fédération (unitaire) des

métallurgistes (FLM) propose aux étudiants un débat politique et les invite à l'assemblée de la FLM à Florence.

24 février : le PSI sauve Rumov (démocrate chrétien) de l'accusation de compromission dans l'affaire Lockheed ; occupation du siège du PSI par ses propres militants.

26 février : rencontre des délégués des collectifs étudiants à Rome. Echec relatif dû à la méthode terroriste d'occupation physique de la présidence par le groupe « Autonomie ouvrière » pour sélectionner les interventions et étouffer la voix de ceux qui n'étaient pas d'accord. Les féministes quittent l'assemblée et se réunissent séparément.

1^{er} mars : attaque fasciste contre un lycée. Des dizaines de lycées sont occupés. Discussion au Parlement sur le projet de loi sur l'avortement.

3 mars : la chambre juge deux anciens ministres de la Défense, Gui et Tanassi, impliqués dans l'affaire Lockheed.

4 mars : un militant d'extrême gauche, Panzieri, est condamné à la prison pour « complicité morale » dans une attaque — ancienne — contre des fascistes. Verdict ressenti comme une provocation.

5 mars : manifestation de 10 000 étudiants pour protester contre cette condamnation. Provocation de la police, sur ordre de la DC, pour attaquer le rassemblement.

7 mars : à Florence, confrontation ouvriers — étudiants avec la FLM qui fait son autocritique.

8 mars : journée internationale des femmes : à Rome 50 000 femmes manifestent.

10 mars : Gui et Tanassi traduits en Haute Cour par le Parlement.

11 mars : à Bologne, Francesco Lorusso, militant de *Lotta Continua*, est tué par des carabinieri. Le FLM condamne cet assassinat.

12 mars : à Rome, 50 000 étudiants descendent dans la rue ; le cortège est attaqué par la police ; provocation des « autonomes » armés de revolvers.

15 mars : débat sévère au comité central du PCI sur la formule gouvernementale. Des divergences se font jouer pour la première fois sur la stratégie à adopter face au mouvement.

16 mars : à Bologne, à l'appel du PCI et de la DC, 200 000 personnes manifestent contre la violence. Cortège séparé de 10 000 étudiants.

18 mars : grève de 6 millions d'ouvriers.

Meeting FLM avec les étudiants, à Bologne.

23 mars : grève ouvrière à Rome et dans le Latium. Etudiants divisés sur la participation à la manifestation syndicale ; offensive des étudiants « unitaires » contre les « extrémistes » du mouvement. Finalement deux cortèges séparés.

26 mars : face à l'attaque menée contre l'échelle mobile par le FMI, début de mobilisation de la base syndicale qui réclame une assemblée nationale des cadres syndicaux.

30 mars : signature de l'accord gouvernement — syndicats sur les conditions imposées par le FMI pour un prêt de 530 M de dollars.

Début avril : plusieurs centaines de comités d'usines demandent une consultation démocratique dans les syndicats. Le 3 avril, Enrico Berlinguer, secrétaire général du PCI, préconise dans *l'Unità* un « changement d'orientation politique ». Le soir même le secrétaire général de la Démocratie chrétienne, Benigno Zaccagnini refuse de « rien céder sur le cadre politique ». Le 7 avril, le procès des violeurs de Claudine Capuit est soutenu par une mobilisation permanente des féministes devant le tribunal de Rome.

Pérou : virage ou ligne droite ?

On a beaucoup parlé depuis quelques mois du « virage péruvien » : les acquis progressistes du régime Velasco Alvarado auraient été remis en cause par son successeur, le général Moralès Bermudez. De fait, ce dernier a fait passer toute une série de mesures antipopulaires, à la faveur d'une campagne d'action psychologique tendant à créer au Pérou une véritable psychose de guerre avec le Chili (il affirme aujourd'hui que les relations avec le Chili sont excellentes : les « malentendus » récents étaient dus aux « marchands d'armes » internationaux !). Le président Velasco, qui déclare maintenant à la revue *Caretas* que son action avait pour but d'éviter une révolution, était-il si progressiste ? Plutôt que d'un « virage », mieux vaut parler d'un prolongement des tendances politiques antérieures du régime, mais dans des conditions nouvelles déterminées par la crise internationale, les pressions de l'impérialisme et une agitation populaire croissante.

En juin 1976, la dette extérieure atteignait près de quatre milliards de dollars. Le niveau des réserves était proche de zéro, alors que la dette à court terme s'élevait à quatre cents millions de dollars. L'inflation atteignait 50 %.

Diktats du FMI et « remise en ordre » de l'économie

Le Fond monétaire international et divers organismes de crédit ont alors lié leurs prêts à une politique d'assai-

nissement économique qui fut mise en pratique fin juin. La monnaie était dévaluée de 44 %, l'essence subissait une augmentation de 117 %, ce qui allait provoquer une flambée générale des prix. Ces mesures étaient complétées par une politique de minidévaluations et une restriction des importations. Elles se sont accompagnées, bien entendu, d'une baisse dramatique du pouvoir d'achat pour une population où 47 % des actifs sont chômeurs ou sous-employés.

Le deuxième volet du plan gouvernemental exigé par le FMI impliquait une remise en cause de toutes les timides mesures réformistes mises en place durant la période précé-

dente : La flotte de pêche, qui avait été nationalisée, a été rendue au secteur privé. Le décret-loi 21 789 remet en cause le fonctionnement des fameuses communautés industrielles : la cogestion des entreprises disparaît ; les ouvriers ne pourront plus acquérir que 33 % du capital social au maximum, au lieu de 50 % ; dans le secteur minier, où les compagnies étrangères détiennent encore 66 % du capital, seront désormais formées des sociétés mixtes. Enfin, les coopératives agraires de production sucrière ont été mises en état d'urgence : arrêts de travail et grèves sont interdits, les salaires sont bloqués à leur taux actuel pendant un an, le conseil de direction élu de la coopérative perd tout pouvoir au profit de l'Etat.

Toutes ces dispositions sont en voie d'institutionnalisation à travers le « plan Tupac Amaru », publié le 6 février 1977, qui doit régir l'économie jusqu'en 1980. Elles ont été bien accueillies par les banques impérialistes qui ont prêté au Pérou quatre cents millions de dollars au cours des six derniers mois. Elles ont, en revanche, provoqué une vague de protestations dans tous les secteurs de la population et ont dû être accompagnées d'une forte répression.

les « bavures » de l'état de siège

L'état de siège est maintenu depuis juillet. Toutes les tentatives d'arrêt de travail ont entraîné l'arrestation de dirigeants et militants syndicalistes : mineurs du centre, pêcheurs, étudiants de diverses facultés, professeurs, métallurgistes... Des rapports concordants font état de la généralisation des mauvais traitements et de la torture.

Les « bavures » se multiplient : un étudiant, Fernando Lozano, meurt sous la torture en novembre 1976 ;

Lucio Baldeon, secrétaire de la mine de Colquisirca, est tué par balle dans un poste de police ; en janvier dernier, quatre personnes trouvent la mort, une centaine d'autres sont blessées dans le bidonville « 10 février », alors qu'elles résistent à une opération d'expulsion ; le 20 février, l'armée, appuyée par des blindés, occupe l'université. *La Cantuta*, emmenant huit cents prisonniers ; des enlèvements ont lieu, en particulier celui, le 10 février, de Genaro Ledesma, avocat des mineurs du Centre, qui revenait d'un séjour en Europe ; deux autres avocats des causes populaires ont été déportés au Mexique.

résistance populaire et désarroi du régime

Cette répression est à la mesure de la résistance populaire. Après l'échec de la grève générale du 16 août 1976, les mineurs du centre ont arrêté le travail le 13 décembre. Les enseignants les ont suivis. La lutte la plus rude a été menée par les pêcheurs, d'octobre à décembre 1976. Mais, malgré le surgissement de comités de soutien un peu partout dans le pays (tel comité regroupé à Lima les représentants de vingt bidonvilles...), les grands syndicats n'ont pas été capables d'unifier la solidarité à l'égard du mouvement qui s'est trouvé finalement isolé.

Le 1^{er} décembre 1976, diverses organisations — la CGTP (communiste), la CNT (démocrate chrétienne), la CTRP de Lima (gauche du régime), la CCP (confédération paysanne, proche de Vanguardia revolucionaria)... — ont signé un manifeste commun réclamant le retour aux libertés démocratiques et appelant à une grève générale. Le retrait du PC a contribué à faire échouer ce projet.

Les organismes corporatistes créés par le régime pour encadrer les masses lui échappent de plus en plus : le congrès de la Confédération nationale agraire (CNA) s'est prononcé, en janvier, contre la politique économique du gouvernement et pour le rétablissement des libertés ; la CONACI, qui représente les communautés industrielles, a fait de même. Cette radicalisation de la base explique l'expulsion du Pérou, le 8 janvier, de quatre dirigeants du parti socialiste révolutionnaire (PSR), en particulier le général Leonidas Rodriguez, qui s'efforçaient de capitaliser ce mécontentement.

Perdant ses bases populaires, le gouvernement se tourne vers la droite civile. L'APRA en particulier, vieux parti socialiste qui représente aujourd'hui les intérêts de la bourgeoisie et de l'impérialisme et occupe des postes clés dans l'appareil d'Etat, se déclare prêt à jouer le jeu de l'institutionnalisation dans un cadre non dictatorial.

Reste à savoir si des institutions « libérales » seraient capables de contenir l'agitation populaire. D'autres secteurs militaires préféreraient, sans doute, faire l'économie de cette expérience et appliquer d'ores et déjà les méthodes de leurs collègues argentins.

Alain LABROUSSE ■



Photo D.R.

les armes de la critique

poètes d'ici et d'ailleurs

La poésie contemporaine se porte bien, merci ! Affirmation qui n'a rien d'une évidence dans la France de 1977 : le succès d'un poème ne se mesure pas à l'applaudimètre et nous sommes loin des stades soviétiques remplis par Evtouchenko, des folles nuits de poésie du Québec, du souffle d'un Ginsberg parcourant les campus américains dans les années 60 ! Peu de lecteurs, de moins en moins d'éditeurs importants prenant le risque de faire connaître des noms nouveaux, silence total des medias, silence quasi-total de l'école : y-a-t-il seulement des poètes français ? Mais oui, et les récentes parutions le confirment. Il faudrait même un livre entier pour faire le tour des richesses, des ressemblances et des différences dans les textes publiés en ces premiers mois de 1977. Nous nous contenterons ici d'un survol du territoire poétique français d'aujourd'hui ; et, comme les éditeurs font, de plus en plus de place à la poésie traduite de l'étranger (au passage, saluons Maspéro, dont la collection *Voix* fera date en ce domaine), nous mettrons à l'honneur cette semaine quelques poètes latino-américains.

Ouvrons d'abord le domaine français avec Jean Cayrol. Surtout connu pour ses romans, il nous livre un recueil de poèmes directement inspirés de la réalité, de l'actualité : *Poésie-Journal* (éditions du Seuil). C'est en fait le prolongement d'un premier *Poésie-Journal*, écrit dans le feu des événements de 68. Mai 68 est encore présent dans ce second recueil à la fois comme source d'une nouvelle poésie et comme but d'une quête. Que sont devenus les espoirs de cette année-là ? *Aujourd'hui c'est l'anémie et la cajolerie.*

Franco, Moon, la guerre de la morue...

Reste alors à passer au tamis de la poésie, les événements et les personnages de deux années (1975 et 1976), à piéger ce monde qui va vite entre humour et lyrisme, à faire se télescoper Franco, Moon, le Liban, la guerre de la morue, le Portugal...

Poésie engagée ? Bien sûr, mais à ne pas confondre avec un roulement de mots-tambours qui, sous une bannière quelconque, nous mettrait le cœur au pas. Cayrol a voulu écrire à bout portant : c'est bien notre vie que nous retrouvons-là, les souvenirs encore chauds qui nous réunissent. Du journalisme qui prend son temps et son pied. Au fond, il s'agit moins de ressusciter du passé que de redonner vie à la poésie elle-même, dame volontiers lointaine et maniérée (« Poèmes qui battent si facilement des cils »). C'est en faisant appel à l'oxygène de l'actualité que Cayrol parvient à ranimer un langage dont on a perdu le sens du parler. Réussite politique, quand on sait que la politique passe — et comment ! — par la langue.

Les hasards de l'édition font voisiner Jean Cayrol avec un contempo-

rain plus distant : Yves Bonnefoy. Celui-ci publie coup sur coup, au Mercure de France, deux ouvrages : *Le nuage rouge*, recueil d'études sur des peintres et des poètes, et *Rue Traversière*, suite de textes en prose (récits ?

poèmes ?) intemporels et secrets. Ici, nulle date pour situer l'événement : la rencontre du poème et de la page constitue le seul événement. Si certains lieux sont précisés — l'Égypte, Rome ou Prague — ils perdent peu à peu leur réalité, redessinés par la géographie du rêve : *Je montait dans le train, je regardai le quai une fois de plus dans ma vie, il commençait à couler, doucement, dans la lumière d'été, comme si j'étais sur une rive. Ou encore : Le rire des enfants la dernière couleur à se renflammer ici ou là, dans le crépuscule des fleurs, des fruits, comme un reste de temps, qui s'évapore.*

Voilà une poésie qui n'a rien à défendre, ni à affirmer ; en définitive, penseront certains, rien à dire. Rien à dire en effet, sinon l'essentiel : qu'il n'y a en nous et autour de nous rien d'insignifiant, que le monde est épais, profond, non réductible aux faits les plus spectaculaires, et que l'histoire devra en tenir compte, sous peine de simplifier l'homme, donc de le tuer.

C'est cette même recherche des rapports secrets de l'homme au monde qu'on retrouve, chez François Pacquetteau, avec *Poème Affins* (Rougerie, Mortemart, 87330 Mézières-sur-Issoire). Comment, avec des mots, parler du corps, parler le corps, c'est la question qui est au cœur de tous ces poèmes et du travail de toute une récente génération d'écrivains.

On pourrait citer bien d'autres noms pour illustrer deux des courants majeurs de la poésie française : l'un branché sur le social et le quotidien (Jean Cayrol, André Laude, Daniel



Biga, Frank Venaille...), l'autre sur l'intimité physique et onirique de l'homme (Bonnefoy, Pacquetteau, Bernard Noël, Philippe Jaccottet...). Chaque année, en groupant des poèmes parus en revue ou recueil, l'éditeur Pierre Seghers permet à de nouveaux lecteurs d'aborder ce secteur mal connu de la culture : « l'année poétique 1976 » vient de paraître, riche et fourmillante, signe de bonne santé.

bruit d'armes et de tortures

D'Amérique latine, c'est un bruit d'armes et de tortures qui nous parvient, mais aussi un chant. Celui de Saint-Domingue par exemple, « terre solaire un peu oubliées où plane l'ombre de l'aigle nord-américain ». C'est en ces termes que l'infatigable traducteur des poètes de langue espagnole, Claude Couffon, nous présente, dans la revue *Poésie Présente*, n° 21 (Rougerie), une brève anthologie de poètes dominicains. Une dizaine de poèmes de là-bas prennent corps dans la langue française. Si les noms de Pedro Mir, de Mateo Morrison ou de Manuel del Cabral vous sont inconnus, leur langage vous sera vite ami, proche et durable. Cette île de luttés et d'espoir, appelée là-bas Saint-Domingue, chacun d'entre-nous la porte ici quelque part en lui :

« Les morts livrent leurs squelettes à la terre, mais jamais leur liberté [...] Que voulez-vous, rien sur la terre n'a l'ampleur, la profondeur montante de ceux qui ont fermé leurs regards tels des portes futures. »

L'ampleur du chant latino-américain est de plus confirmé par la réédition en collection de poche, du *Mémorial de l'Île Noire*, un des plus beaux livres de Pablo Neruda. Enfin, une anthologie réalisée par Gérard de Cortanze, *America libre*, publiée chez Seghers, mêlant tracts, informations et poèmes, nous rappelle que pour tout un peuple le va-et-vient du poétique au politique est naturel. Nous avons là beaucoup à apprendre.

Jean-François MATHÉ ■



Prévert : le poète du peuple

Jacques Prévert est mort lundi dernier. Tout le monde rend hommage au « plus grand poète français de ce siècle » (y compris *l'Aurore* et *le Figaro*). Inclignons-nous devant cet homme, sans oublier qu'il a été toute sa vie un écrivain subservif.

Il ne saurait être question de vouloir l'accaparer, mais pour l'ensemble du milieu populaire son expression appartient au peuple, aux travailleurs. Il a fustigé l'Etat oppresseur, l'armée hiérarchisée, et l'exploitation.

Sa collaboration au groupe « Octobre », puis à la Fédération du Théâtre ouvrier de France avant la guerre, était une option de classe. Dans les fêtes populaires, dans les auberges de la jeunesse, il était là par la pensée, au cœur des veillées. Les participants interprétaient *Dîner de tête* ou *Crosse en l'air*. Nous écoutions tous avec passion les mots mis bout à bout par ce poète du peuple. Il savait émouvoir en parlant des victimes de toutes les hiérarchies, du travail épuisant et mal payé, des ghettos populaires.

La dernière fois que nous l'avions rencontré avec les travailleurs d'Hispano Suiza, nous lui avons demandé de venir nous parler de poésie au cours d'un repas, après une visite de l'île Saint-Louis. Pendant deux heures il fut intarissable, fumant cigarette sur cigarette. Il nous parlait de son vécu avec des artistes d'avant-garde, des réalisations auxquelles il avait participé.

Je me souviens de la passion qu'il mit à nous raconter son film *Aubervilliers*.

liers. Ce film retrace la vie des travailleurs et de leurs enfants dans un « quartier pourri » aux maisons délabrées dans lesquelles coulent les ruisseaux d'eaux usées. Il nous rappellait comment y avait été vécu l'extraordinaire espoir de juin 36 et la mobilisation populaire.

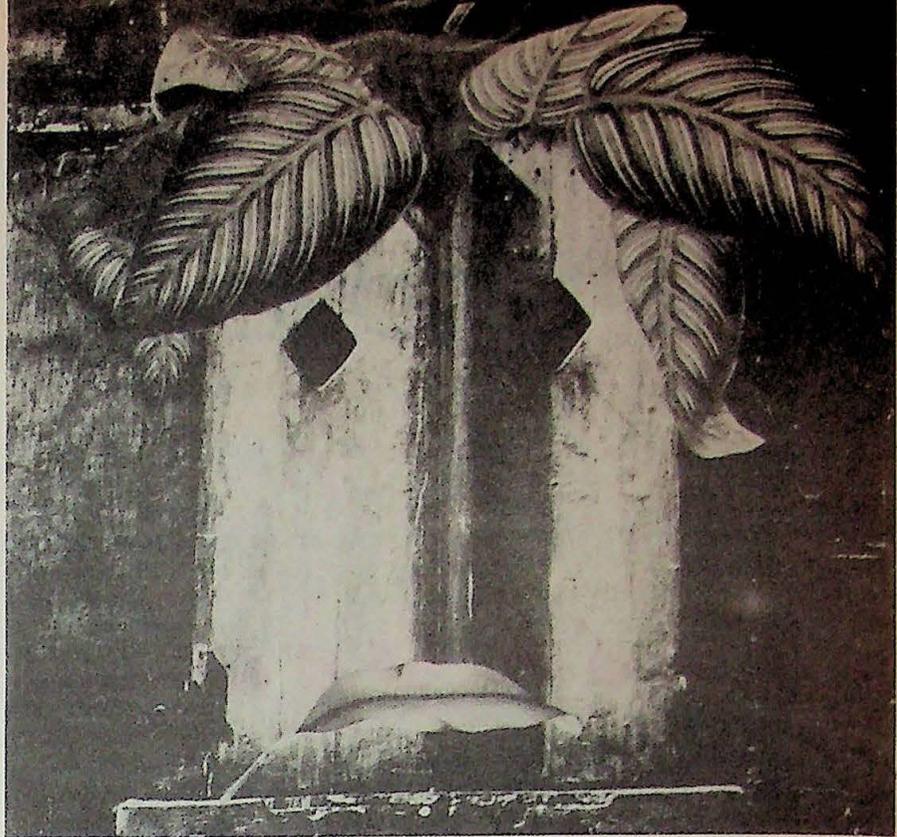
Il évoquait aussi cette période des congés payés de 36 : au cours d'un tournage d'un film sur la Côte d'Azur, lui et son équipe s'étaient retrouvés dans un petit hôtel. Ils n'avaient pas un sou. Tous les jours, il craignaient de se heurter à l'hôtelier. Puis un jour, ils reçoivent de l'argent du commanditaire. L'hôtelier est payé. Prévert lui demande : « Comment avez-vous pu nous faire crédit si longtemps ? » Il lui répond : « Nous avons reçu récemment les premiers vacanciers ouvriers des congés payés. Ils nous ont payé rubis sur l'ongle. Vous avez la même allure qu'eux, alors je vous ai fait confiance. » Prévert était très ému après cette anecdote et il ajoutait : « C'est finalement les métallos de Billancourt qui nous ont permis de réaliser ce film. »

C'est cette référence au peuple que nous garderons dans notre souvenir.

Pierre REGNIER ■



Collage de Prévert



AUBERVILLIERS CHANSON DES ENFANTS

Gentils enfants d'Aubervilliers
Vous plongez la tête la première
Dans les eaux grasses de la misère
Où flottent les vieux morceaux de liège
Avec les pauvres vieux chats crevés
Mais votre jeunesse vous protège
Et vous êtes les privilégiés
D'un monde hostile et sans pitié
Le triste monde d'Aubervilliers
Où sans cesse vos pères et mères
Ont toujours travaillé
Pour échapper à la misère
A la misère d'Aubervilliers
A la misère du monde entier
Gentils enfants d'Aubervilliers
Gentils enfants des prolétaires

Gentils enfants de la misère
Gentils enfants du monde entier
Gentils enfants d'Aubervilliers
C'est les vacances et c'est l'été
Mais pour vous le bord de la mer
La côte d'azur et le grand air
C'est la poussière d'Aubervilliers
Et vous jetez sur le pavé
Les pauvres dés de la misère
Et de l'enfance découverte
Et qui pourrait vous en blâmer
Gentils enfants d'Aubervilliers
Gentils enfants des prolétaires
Gentils enfants de la misère
Gentils enfants d'Aubervilliers.

LE PAYSAGE CHANGEUR

De deux choses lune
l'autre c'est le soleil
les pauvres les travailleurs ne voient pas ces choses
leur soleil c'est la soif la poussière la sueur le goudron
et s'ils travaillent en plein soleil le travail leur cache le soleil
leur soleil c'est l'insolation
et le clair de lune pour les travailleurs de nuit
c'est la bronchite la pharmacie les emmerdements les ennuis
et quand le travailleur s'endort il est bercé par l'insomnie
et quand son réveil le réveille
il trouve chaque jour devant son lit
la sale gueule du travail
qui ricane qui se fout de lui

IL NE FAUT PAS...

Il ne faut pas laisser les intellectuels jouer avec les allumettes
Parce que Messieurs quand on le laisse seul
Le monde mental Messssieurs
N'est pas du tout brillant
Et sitôt qu'il est seul
Travaille arbitrairement
S'érigeant pour soi-même
Et soi-disant généreusement en l'honneur des travailleurs du bâtiment
Un auto-monument
Répétons-le Messssssieurs
Quand on le laisse seul
Le monde mental
Ment
Monumentalement.



Photo X

roulette chinoise

Une fois encore, Rainer-Werner Fassbinder pose le problème de la «différence» — ici l'infirmité — et analyse avec pessimisme les haines et les rancœurs d'une bourgeoisie hypocrite que la malformation physique d'une fillette dérange, gêne, culpabilise.

A la faveur d'un week-end qui commence en vaudeville et s'achève en Pirandello, la petite infirme réunit pour le jeu de la « roulette chinoise », un jeu de la vérité étonnamment froid et pervers, sept personnages : le mari et sa maîtresse ; la femme et son amant ; le serviteur poète et sa mère ; la nurse muette, qui est, d'une certaine façon, le double de la fillette. Pendant qu'ils s'entre-dévoient la caméra les filme au travers d'un aquarium qui déformera leurs regards. Fassbinder traque son monde ; coinçant ses personnages dans une inquiétante immobilité ou les entraînant dans un mouvement perpétuel où l'on s'évite et se dérobe sournoisement.

Tout au long de ce week-end tragique, les êtres sont maniés comme des pions sur un échiquier. Le cinéaste des *Larmes amères de Petra von Kant* utilise avec *Roulette chinoise* toutes les structures du théâtre de boulevard qu'il casse et transcende pour fabriquer une œuvre admirablement servie par des comédiens où l'on remarque en particulier Margit Carstensen et la petite Andréa Schöber.

Un huis-clos d'un charme indéfinissable et qui dérange. Déconseillé aux amateurs de westerns.

F.G. ■

Quintette (5°), 033.35.40 — *Elysées Lincoln* (8°), 359.36.14 — *14 juillet Bastille* (11°), 357.90.81.

« quatre à quatre » de Michel Garneau

Chaillot reprend la création de *Quatre à quatre*, une pièce venue du Québec que met en scène Gabriel Garran. Une œuvre sur les rapports entre la femme et l'amour, entre l'homme et la terre, la religion, le travail... Les décors et costumes sont de Hortense Guillemard, qui avait dernièrement signé la « mise en espace » très réussie des *Mandibules* de Louis Calaferte au théâtre Ouvert. ■

Chaillot-Gémier. Tél. : 727.81.15.

toute la mort pour dormir

Après *Soleil O, Bicots Nègres : vos voisins*, le cinéaste mauritanien Abid Med Hondo présente le film de la lutte du peuple sahraoui : *Nous aurons toute la mort pour dormir*.

Le peuple sahraoui ? Venu du Yémen au XVI^e siècle, structuré autour des Ait Arbin — le conseil des Quarante qui disparaît en 1973 —, il occupe aux confins du Maroc et de la Mauritanie un territoire que « l'accord de Madrid » cède en 1975 au royaume marocain. Mais contre la « marche verte » organisée par Hassan pour occuper un sol qui ne lui appartient pas. Il se lèvent des hommes qui,

sans renier les liens qui les unissent aux peuples voisins, ni rejeter les possibilités de coopération avec ces peuples, refusent tout rattachement forcé, toute forme nouvelle de colonisation. Le Front Polisario — créé dès 1973 — donne à leur combat armé une structure politique unitaire.

Nous aurons toute la mort pour dormir : mieux qu'un documentaire, un document d'histoire qui prend le temps de conter, de montrer et d'expliquer.

F.G. ■

Studio St-Séverin, (5°), 033.50.91 - *Olympic* (14°), 783.67.42.

les mots croisés de TS

Horizontalement

I. Unité d'exploitation(s). II. Conjonction ; un travail de barbouze. III. Étaleras. IV. Divinité toute retournée. V. Peut faire partie du CNPF. VI. Pronom ; un nombre interminable ; on en a vite fait le tour. VII. Tête de fréquents défilés parisiens ; sigle pour bêtes. VIII. Souvent fauché ; sur un court ; dans l'église. IX. Voyelle doublée ; ratisse. X. En tiennent plus d'une couche.

Solution du problème n° 20.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	P	O	P	L	A	I	R	E	S	
II	R	I	E	N	S		D	O	D	U
III	O	S	S	E	U	S	E	S		I
IV	L	E	T				T	E	S	T
V	E		I	O	T	A		E	U	S
VI	T	A	F	F	E	T	A	S		E
VII	A	I	E		S	I	L		Y	S
VIII	I	R	R	E	S	O	L	U	E	S
IX	R	E	E		O	N	E		N	E
X	E	S	S	E	N		U	R		S

Problème n° 21

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

Verticalement :

1. Provoquées ou charriées. 2. Protesta ; se ferme peu. 3. Nom d'un chien ; symbole. 4. Est tout retourné d'avoir déjà «bissé» ; pleine de pépins ; exclamation. 5. Un rebelle ; un bâton pour les chaînes. 6. Serra ; un romain du 16^e. 7. Brame ; sous la houlette d'un prince policier (sigle) ; envahie par les précédents et leurs petits copains (sigle). 8. Pas vrais ! ; en peine. 9. De bas en haut : fit cause commune. 10. Des bandes le long d'une route.

Sélection radio-TV

Samedi 16 avril à 22 h 55 sur Antenne 2 : *Drôle de dessin*. Invités : Alexis, Loup, Gotlib.

Dimanche 17 avril à 12 h 10 sur Antenne 2 : *Toujours sourire*. Petite anthologie de l'humour, présentée par Michel Lancelot, avec Romain Bou-teille.

A 22 h 30 sur FR3, cinéma de minuit : *La mort qui marche* (1936). Un film de Michael Curtiz, avec Boris Karloff.

Lundi 18 avril à 20 h 30 sur FR3, cinéma public : *Voici les temps des assassins*. Réalisation : Julien Duvivier avec Jean Gabin et Danièle Delorme.

A 22 h 20 sur TF1 : *Archives du XX^e siècle : Roger Caillois*. Ami d'André Breton, Caillois raconte ses relations avec les autres membres du groupe du « Grand Jeu » (Eluard, Ernst, etc.), auquel il a adhéré durant deux ans.

A 22 h 45 sur Antenne 2 : *L'huile sur le feu*. Un débat sur l'homosexualité qui réunira Jean-Louis Bory et le docteur Amoroso.

Mardi 19 avril à 15 h 40 sur TF1 : *La vie au présent dans les Cévennes* (1^{re} partie). Un film d'Yves Gauthier, et des documents sur la vie dans les Cévennes. Avec la participation de J.-P. Chabrol.

A 20 h 35 sur Antenne 2, les Dossiers de l'écran : *Rage* (1972). Un film de George C. Scott. Le débat : la mort qu'on respire. Le danger mortel des gaz toxiques.

A 21 h 30 sur TF1 : *Bruits en fête et sons du plaisir*. Une rencontre entre des musiciens africains et les enfants des écoles. Cette émission est consacrée au spectacle des enfants, qui dans leur spontanéité et leur capacité d'étonnement nous aident à mieux ressentir les richesses d'une culture et d'une civilisation trop longtemps déclassées.

Mercredi 20 avril à 20 h 30 sur FR3, un film : *Un frisson dans la nuit* de et avec Clint Eastwood.

A 21 h 50 sur TF1 : *Archives du XX^e siècle ; Roger Caillois* (2^e partie). Cette deuxième émission est consacrée à la maturité de Roger Caillois.

Jeudi 21 avril à 20 h 35 sur Antenne 2, un film : *Prends l'oseille et tire-toi*. Woody Allen réalisateur, scénariste et acteur. L'histoire d'un mauvais garçon poursuivi par la malchance.

A 20 h 30 sur FR3, un film : *Macadam* de Marcel Blistène avec Françoise Rosay, Paul Meurisse et Simone Signoret.

Vendredi 22 avril à 22 h 50 sur Antenne 2, ciné-club : *La porte du diable* d'Anthony Mann. ■

L'Afrique n'est pas l'Europe

Une remarque à propos d'un article de José Sanchez intitulé : « Qu'est-ce qui fait courir l'URSS ? » José écrit : « l'assistance technologique qu'elle (l'URSS) est en mesure d'offrir dans le cadre de la coopération civile se révèle inconsistante face aux technologies de pointe que les pays occidentaux sont en mesure d'offrir aux pays en voie de développement ».

Peu importe qu'elle vienne d'URSS ou d'autre part : la technologie de pointe est loin d'être un besoin primordial pour les pays sous-développés. Ces pays n'en sont pas encore là. Leur premier besoin est d'assurer à tous un minimum alimentaire. La technologie de pointe n'est pas une solution. Il faut au contraire redévelopper l'agriculture archaïque, l'organiser afin d'assurer à tous un emploi. L'apport du machinisme au contraire, s'il développe l'industrie, et par là mécanise l'agriculture, réduit une population sans cesse croissante au chômage.

L'Afrique n'est pas l'Europe. Il faut l'aider à développer ses méthodes agricoles particulières, non pas l'inonder de technocrates en veston avec leur matériel made in Europe. C'est pour cette raison que des pays, de plus en plus nombreux en Afrique, préfèrent la Chine à l'URSS ; les Chinois, qui suivent la même voie, l'ont compris : « l'aide » aux pays sous-développés ne doit pas être de l'éthnocentrisme colonisateur.

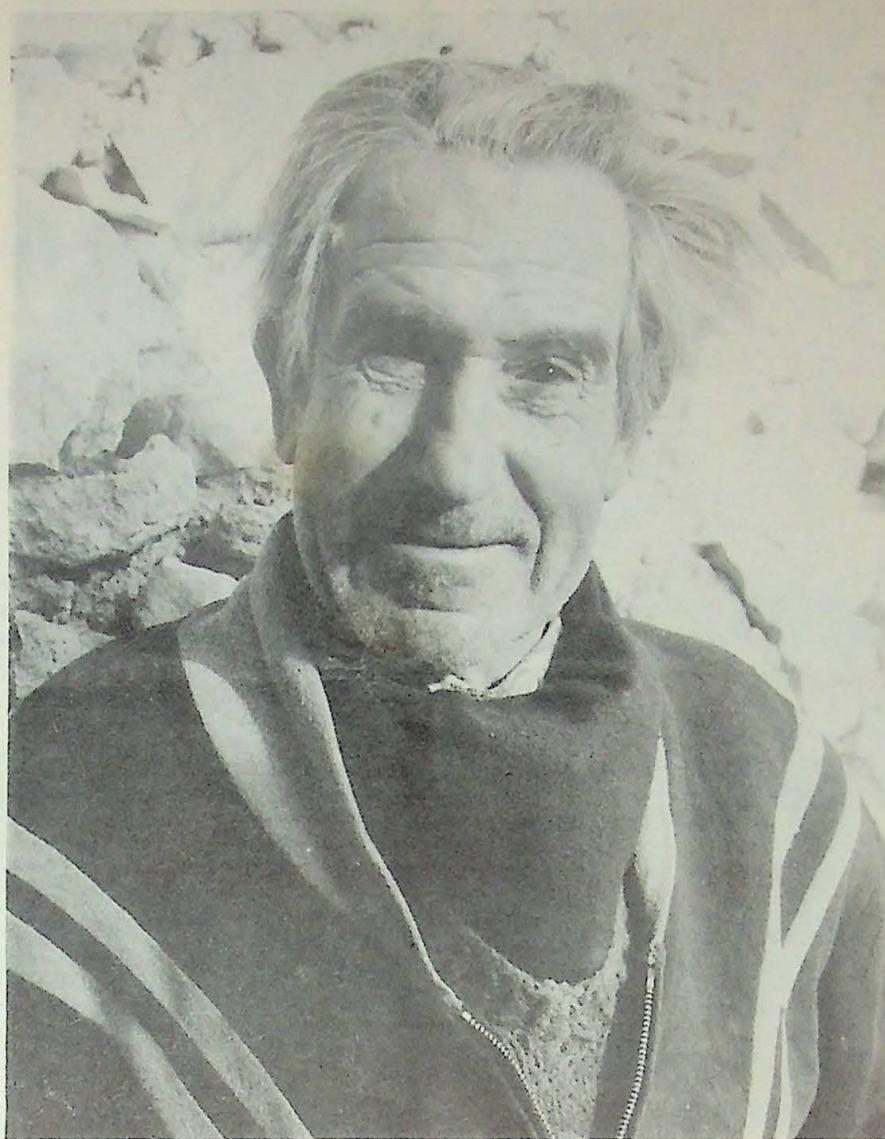
Jean-Gabriel EVRARD ■

soyez moins discrets, illustrez mieux vos perspectives

J'accompagne mon abonnement d'un an de quelques remarques à propos du journal. Celui-ci s'est notablement amélioré depuis quelques mois, mais pêche encore sur plusieurs points :

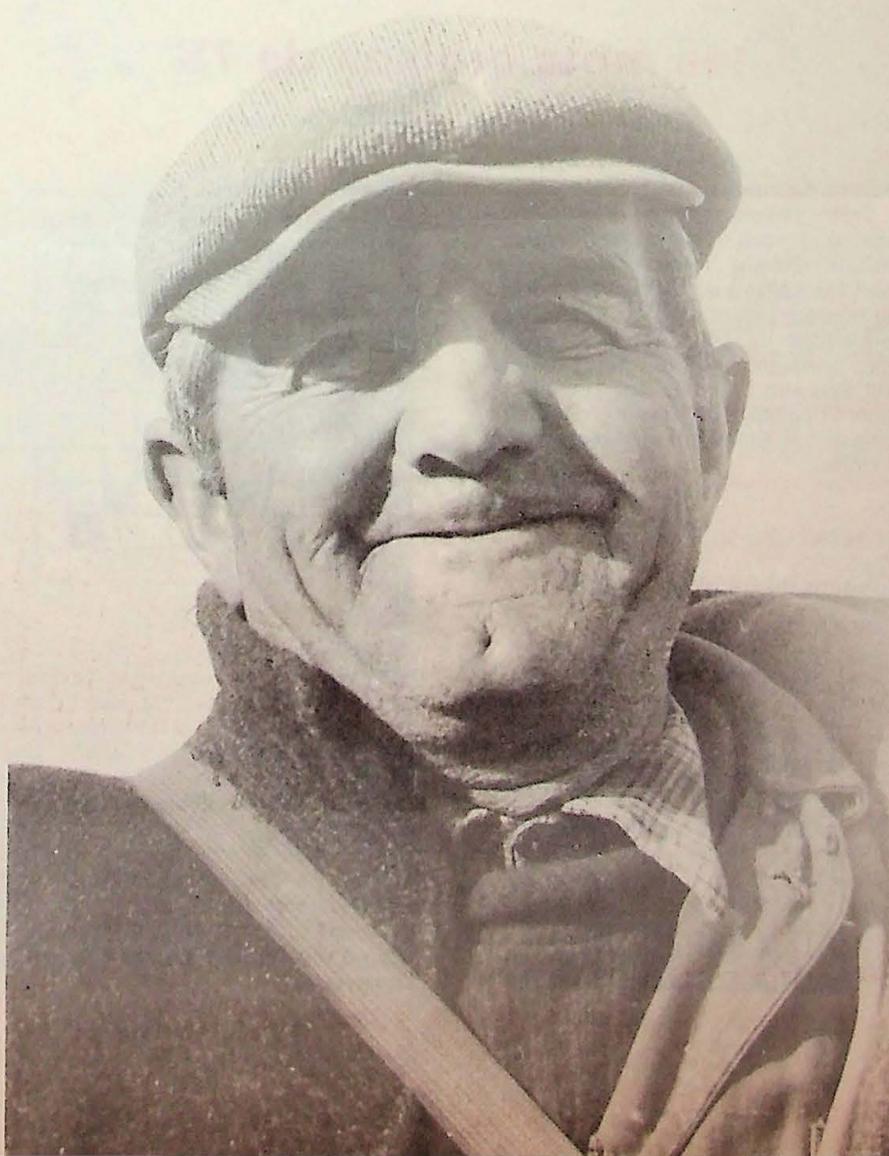
— Premier reproche : *TS* n'est encore qu'un trop pâle reflet de l'activité militante du PSU. Popularisez davantage vos constats et vos interventions. Faites mieux sentir le rôle du PSU dans les luttes, soyez moins discrets sur vous-mêmes. Les articles du type « campagne du PSU à Saint-Lô » ou « activité d'une fédération » devraient être plus nombreux...

— Second reproche : la chronique des luttes populaires (entreprises, quartiers, cadre de vie) est encore insuffisante, sporadique. La part consacrée aux pages internationales, culturelles, théâtrales étant trop souvent supérieure au commentaire des luttes. A ce rythme, vous aurez du mal



concours photo

Pierre Marquer — dont *Tribune socialiste* a déjà publié des photos — nous propose, dans un nouvel envoi, des images de Provence qui respirent la vie. Avec Pierre, *Tribune* a gagné un photographe assidu et de talent, ce qui ne gâte rien. ■



à déborder vers les travailleurs. De même lorsque vous faites le récit de luttes, vous analysez trop rarement les forces en présence, les stratégies syndicales, le rôle spécifique du PSU. L'extrême gauche semble beaucoup plus habile à cet égard, même si elle a tendance à grossir son propre rôle.

— Enfin, vous n'illustrez pas suffisamment votre stratégie et vos perspectives ; en particulier, la victoire de l'union de la gauche apparaissant de plus en plus clairement comme le point de passage obligé du combat politique, précisez mieux les propositions concrètes qui pourraient être celles du PSU au moment des échéances de pouvoir : politique économique, nationalisations, contrôle ouvrier, institution...

Ceci étant, je partage absolument votre orientation générale. Je crois qu'une fusion avec la Ligue communiste serait vite catastrophique. Je pense qu'il n'y a pas d'autres solutions que d'être présent dans l'unité populaire formée aujourd'hui par la gauche pour y faire valoir les exigences autogestionnaires.

J.-B. RENNES ■

le pouvoir des travailleurs : quel pouvoir ?

J'ai lu avec intérêt le papier signé Claude Vancour sur « la cogestion parée des plumes du contrôle ouvrier ». A travers le peu d'informations dont nous pouvons disposer sur les expériences ouvrières des divers pays d'Europe, il apparaît un thème commun : le pouvoir des travailleurs. Quel pouvoir ? Par quels moyens ? Dans quelles conditions ? Pour quoi faire ? La pratique contractuelle suédoise, la cogestion allemande, la volonté du syndicalisme italien de « négocier du pouvoir » : autant de réponses, insuffisantes, critiquables, mais instructives.

Ne serait-il pas possible que *TS* lance un « cycle d'information » sur ce thème, qui est présent à l'esprit de tous les militants, notamment les syndicalistes ? En particulier, *TS* pourrait-il donner la parole dans ses colonnes à des camarades syndicalistes de ces divers pays (je pense à Trentin, à Camacho, mais il y en a bien d'autres...)?

Au moment où l'accèsion de la gauche au gouvernement est probable dans notre pays, tous les syndicalistes sont obligés de s'interroger : face à un gouvernement de gauche, dans un régime qui reste capitaliste, quelle peut être la stratégie et la tactique d'un syndicat de classe ?

Je crois avoir quelques idées sur la question, et à l'occasion je fournirai ma « contribution au débat ».

Gérard JUSSIAUX ■